

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**N° 537**

**Mai-Juin-Juillet 2020**

56<sup>e</sup> année -1 € / 3 CHF /  
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20  
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- Le Premier mai au temps du coronavirus
- Espagne. Nissan
- Belgique. Contre les illusions sur l'Etat bourgeois
- Ile Congrès de l'IC. Thèses sur le mouvement communiste des femmes. Moscou 1920 (extraits)
- Panique sexuelle, contrôle social et oppression des femmes
- Mort d'un infatigable combattant anti-impérialiste
- Le virus du réformisme (suite)
- Correspondance Algérie
- Venezuela: Epidémie covid-19

## Etats-Unis: Révoltes urbaines après le meurtre par la police de Minneapolis de l'Afro-américain George Floyd

Le lundi 25 mai, lors d'un contrôle de police, George Floyd est arrêté dans sa voiture ; on le fait sortir du véhicule on le menotte avec les bras derrière le dos et on l'immobilise au sol. Un policier le maintient immobile en appuyant un genou sur son cou pendant plusieurs minutes, les trois autres policiers de la patrouille se tenant debout en surveillance. George Floyd se plaint et dit à plusieurs reprises: « *je ne peux pas respirer, je ne peux pas respirer* ». Les personnes présentes demandent à l'agent d'arrêter et signalent que l'homme saigne du nez pendant que la scène est filmée ; mais le policier continue de le maintenir au sol en appuyant son genou sur le cou. Peu de temps après, George décède; une ambulance arrive qui l'emmène. La vidéo de la scène est diffusée sur les réseaux sociaux.

La réaction, et pas seulement de la population afro-américaine de Minneapolis, a été immédiate. Des manifestations, des émeutes des affrontements

( Suite en page 8 )

## Pour le déconfinement de la lutte prolétarienne!

Avec les mesures décrétées pour combattre la pandémie du Covid, la bourgeoisie dans pratiquement tous les pays a infligé un coup sévère au prolétariat; non seulement l'arrêt de nombreuses activités s'est traduit par le chômage de nombreux prolétaires travaillant dans le secteur informel ou occupés dans des emplois précaires (et pas seulement dans les pays dits «périphériques» où ils constituent une partie importante du prolétariat), le licenciement immédiat de millions d'autres (comme aux Etats-Unis), et pour ceux qui n'ont pas été licenciés «grâce» à des mesures de chômage partiel, une baisse substantielle de revenu.

Dans pas moins de 84 pays des mesures dites d'«urgence» sont entrées en vigueur : il s'agit donc d'une **tendance générale** à accentuer la domination bourgeoise. Ces différents «états d'urgence», déclarés comme tels ou non, se sont accompagnés d'interdictions de réunion, de déplacement,

de manifestation, voire de grève (comme au Portugal), et en général de mesures pour s'affranchir de certains aspects du droit du travail (comme la durée du travail, les congés, etc.) au moins temporairement (1).

De façon générale toutes ces dispositions prises sous le prétexte apparemment au dessus de tout soupçon de protéger la santé et la vie du plus grand nombre de la population, renforcent d'une manière sans précédent la domination totalitaire des autorités sur cette même population et notamment sur le prolétariat.

En même temps que, de la France au Togo, de la Hongrie à la Bolivie, de la Thaïlande à l'Egypte, ont été adoptées du jour ou lendemain ces méthodes de gouvernement passant outre aux mécanismes classiques de la démocratie parlementaire (quand ils existaient) – démonstration supplémentaire que la

( Suite en page 2 )

## Gigantesques craquements dans l'économie mondiale

Les grandes institutions internationales comme les économistes de tous bords ne peuvent manquer de le reconnaître: l'économie mondiale est entrée dans une crise d'ampleur historique, plus grave que la «grande récession» d'il y a une dizaine d'années (2008-2009): elle devrait être comparable à la crise qui avait suivi aux Etats-Unis la fin de la deuxième guerre mondiale, lorsque il avait fallu reconverter l'économie de guerre, voire à celle des années trente du siècle dernier. On sait que la deuxième n'a pu être réellement surmontée que par la guerre, tandis que la première l'a été par la «reconstruction» d'après-guerre («plan Marshall», etc.).

Selon Gita Gopinath, la «chef-économiste» du FMI, (14/4/20), «*Nous vivons la pire crise économique depuis*

*la Grande Dépression des années 1930*».

De son côté l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), prévoit (8/4/20) «*une forte chute du commerce (...) probablement supérieure à la contraction du commerce causée par la crise financière mondiale de 2008-2009. (...) Elle aura des conséquences douloureuses pour les ménages et les entreprises*».

Pour la Commission Européenne (6/5/20), nous sommes en présence d'«*un choc majeur aux conséquences socio-économiques très graves. Malgré la rapidité avec laquelle les pouvoirs publics ont réagi en adoptant, au niveau national comme au niveau européen,*

( Suite en page 9 )

## Pour le déconfinement de la lutte prolétarienne

( Suite de la page 1 )

classe dominante passe des méthodes démocratiques aux méthodes totalitaires selon ses besoins du moment – des dizaines de millions de personnes ont été assignées à résidence, soumises à des contrôles de la police ou de l'armée, passibles d'amendes (dans certains pays, de prison, ou même de fusillade comme aux Philippines) en cas de désobéissance. Dans certains pays, comme au Maroc, en Jordanie et ailleurs, la presse écrite a même été interdite pour... ne pas faciliter la progression du virus!

Par contre les prolétaires employés dans les secteurs qualifiés de «stratégiques» ont été obligés d'aller travailler, bien souvent au mépris des règles sanitaires. L'assimilation de l'épidémie à une «guerre» a été la justification reprise partout pour ces mesures typiques en effet des temps de guerre.

Quant à ce que vaut le prétexte de protection de la santé et de la vie de la population, il suffirait pour s'en faire une idée précise, de constater comment à peu près dans tous les pays les pensionnaires des maisons de retraite, qui sont pourtant les plus vulnérables, ont été abandonnés aux ravages de l'épidémie. Pour le capitalisme ne sont dignes d'intérêt que ceux qui peuvent générer du profit; c'est pourquoi l'état de la plupart de ces établissements, souffrant d'un manque aigu de personnel, est un scandale permanent qui ne fait la une des médias que lorsqu'éclate un fait divers particulièrement sordide.

Le renforcement de la **dictature de la bourgeoisie** à l'ombre de la «crise sanitaire» a constitué une importante victoire pour l'ordre établi. Il a permis de tourner la page ou de mettre fin aux mouvements de lutte et de révolte qui avaient marqué l'année écoulée à Hong Kong, en Amérique Latine, au Liban, en Algérie ou en France. Même là où le pouvoir bourgeois n'avait pas été confronté à de tels mouvements, il n'y a pas de doute qu'il a recouru à de telles mesures préventivement, parce qu'à l'approche de la crise, il craignait l'éclatement de troubles.

L'imposition de ces mesures n'a en général pas rencontré d'opposition de la part des prolétaires, désarmés par les organisations politiques et syndicales collaborationnistes qui **confinent** leurs luttes dans le respect de la paix sociale et de l'ordre bourgeois. L'exception la plus marquante a eu lieu en Italie où, après les révoltes dans les prisons, le

prolétaires ont déclenché en dehors des grands appareils syndicaux une vague de grèves pour protester contre l'obligation de continuer le travail dans des conditions de sécurité absolument insuffisantes (2). Il y a eu cependant des luttes pendant le confinement; il faut citer en France en particulier la grève des éboueurs de l'agglomération de Poitiers contre les baisses de salaire, grève qui a été cassée par la réquisition des grévistes par le maire socialiste de la ville; en Belgique, la grève sauvage des travailleurs de la STIB (réseau des transports bruxellois). En Amérique Latine des manifestations et des émeutes provoquées par la misère ont eu lieu notamment au Venezuela, en Colombie, au Chili. Mais cela ne pouvait modifier l'état de prostration de la classe ouvrière, entretenu par la collaboration des organisations syndicales avec le patronat et le gouvernement.

Les choses ont commencé à changer dans les dernières semaines. Profitant de la levée du confinement, les manifestations ont repris au Liban, ainsi qu'à Hong Kong.

Surtout le meurtre par la police de John Floyd a déclenché aux Etats-Unis la plus grande vague de manifestations, émeutes et révoltes depuis des décennies; et cette vague s'est répercutée internationalement en manifestations contre le racisme et les violences policières. En France les manifestations ont été particulièrement importantes malgré l'inter-

diction toujours en vigueur de manifester. Le durcissement de la domination bourgeoise n'a pu empêcher que s'exprime une colère nourrie pas seulement par les violences policières, mais aussi par la situation générale des prolétaires jeunes ou non: c'est un bon signe pour les luttes prolétariennes qui devront répondre aux attaques bourgeoises.

De même il faut se réjouir de la participation importante à la journée de manifestations des travailleurs des hôpitaux le 16 juin. Mais descendre dans la rue ne suffit pas, surtout quand on donne comme objectif, comme le fait l'intersyndicale dans son appel, de se faire entendre du gouvernement, pour qu'il «prenne en compte» les revendications: il ne l'a pas fait depuis un an, pourquoi le ferait-il maintenant?

Les leçons doivent être enfin tirées de l'échec des luttes passées: pour vaincre le gouvernement, les patrons et leur Etat, il faut **déconfiner la lutte prolétarienne** des pratiques de collaboration de classe et de ses éternelles «journées d'action» impuissantes et se tourner vers la véritable **lutte de classe**, en commun avec les autres travailleurs, pour la **défense exclusive des intérêts prolétariens!**

(1) En France ces dérogations au droit du travail sont valables jusqu'à la fin de l'année, c'est-à-dire bien après la fin prévisible de l'épidémie.

(2) Voir sur notre site «Nous ne sommes pas de la viande à abattoir», 26/3/20

## Le Premier mai au temps du coronavirus

**PROLÉTAIRES, CAMARADES !**

4 mois après l'apparition « officielle » d'un nouveau coronavirus, appelé plus tard Sars-CoV2 – le Covid-19 des journalistes – la crise économique, qui menaçait déjà dans tous les pays impérialistes, s'est fortement aggravée de manière significative, au point de faire crier les bourgeois les plus alarmés à une crise similaire à celle des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Ce qui était initialement considéré comme une épidémie limitée à une zone industrielle particulière de la Chine – la métropole Wuhan, capitale de la province du Hubei – s'est, en quelques semaines, révélé être une épidémie beaucoup plus grave que ce que le gouvernement de Xi Jinping l'avait déclara-

ré : une épidémie capable de se propager facilement non seulement dans son pays, mais partout dans le monde, compte tenu des relations économiques étroites que la Chine entretient avec tous les pays de la planète et, en particulier les pays impérialistes d'Asie, d'Europe, d'Amérique, y compris avec la Russie voisine – étant donné en outre l'absence de véritable système de prévention sous le capitalisme.

Au 25 avril, les statistiques officielles faisaient état de plus de 2 millions 700 000 cas de coronavirus dans le monde et de plus de 190 000 décès, dont 50 000 dans les seuls Etats-Unis. Mais les scientifiques bourgeois eux-mêmes aversaient que les cas officiels devraient au moins être doublés. ... Une véritable hécatombe, et qui n'est pas finie!

Le capitalisme est une véritable fabrique d'hécatombes: non seulement par les guerres mondiales du passé, mais aussi par les guerres continuelles qui ont ravagé tous les continents depuis 1945; sans oublier les morts au travail et à cause du travail, les « féminicides » et les morts dus à des maladies connues depuis des décennies mais jamais éradiquées comme le paludisme qui, selon l'OMS, frappe 230 millions de personnes dans le monde et en tue 430 000 chaque année, soit près de 1 200 par jour – le 25 avril étant précisément la journée mondiale qui lui est « consacrée ».

Aux États-Unis, où le président s'était moqué des scientifiques, des médecins et des politiciens qui mettaient en garde contre le danger de l'épidémie, face à la croissance vertigineuse des cas et des décès dans ce pays super industrialisé, et face à la fermeture inévitable d'usines et de nombreuses autres activités qui a provoqué, en l'espace de deux mois, plus de 26 millions de chômeurs (dépassant les 22 millions de chômeurs de la crise de 2008-2009), les autorités se sont lancées à la quête de bouc-émissaires : d'abord la Chine, puis l'Europe, puis ...? Et comme dans tous les autres pays, en Europe, en Chine au Japon et ailleurs, l'incurie, l'incapacité, les erreurs et les manques des pouvoirs publics face à cette pandémie sont le plus possible cachés, afin de pouvoir relancer la plus vite possible la production, le commerce, le tourisme, les exportations, etc.

Le capital ne peut pas s'arrêter, il doit circuler, il doit être investi, il doit exploiter toujours plus les masses prolétariennes pour leur extorquer de la plus-value. S'il s'arrête, comme dans les cas de crises de surproduction, lorsque les marchés sont saturés de marchandises au point de ne plus donner les revenus attendus, alors les guerres qui détruisent d'énormes quantités de marchandises et de forces productives sont les bienvenues : elles débouchent en effet sur la reconstruction qui rajeunit en quelque sorte la machine productive capitaliste. Et les épidémies avec les crises sanitaires qui en découlent, sont aussi les bienvenues, dans la mesure où elles donnent aux bourgeois un prétexte en or pour écraser encore plus le prolétariat plongé dans des conditions de besoin extrême: la santé avant tout ! C'est ce qu'ils disent, mais ce qu'ils veulent – comme le démontre l'hécatombe actuelle – c'est l'économie nationale avant tout ! Les sacrifices d'aujourd'hui, obtenus par l'emprisonnement forcé et l'imposition de mesures de « guerre », interdisant, avec la liberté de mouvement, la liberté de manifestation et de grève, par le déploiement de la police

et l'armée dans les rues pour veiller au respect des ordres, annoncent les **sacrifices de demain.**

Les prolétaires doivent s'attendre à un redoublement de leur exploitation lorsque les effets létaux de l'épidémie auront considérablement diminué (à moins qu'ils ne reprennent à l'automne ou au printemps prochain à cause de l'absence chronique d'une véritable politique de santé), car les capitalistes voudront retrouver le plus vite possible les profits perdus ces derniers mois. Et comme chacun sait, ce sont les capitalistes qui dictent leurs exigences aux pouvoirs politiques bourgeois.

Toutes les discussions, négociations, affrontements entre gouvernements et États qui ont marqué les sommets de l'Union européenne ces derniers mois, tournant autour des capitaux nécessaires pour faire face aux effets dramatiques de l'épidémie – sur les structures de santé et les réseaux de santé territoriaux, comme sur le soutien, via les amortisseurs sociaux, aux travailleurs ayant perdu leur emploi ou en chômage technique, et surtout bien sûr aux activités industrielles, commerciales, de services, bancaires, etc.–, démontrent que la concurrence entre capitalistes et entre États ne disparaît jamais même devant des urgences aussi importantes que l'actuelle. Chacun essaie de rouler

l'autre, de s'allier avec quelqu'un pour renforcer sa position ; et si, à un certain moment, il faut trouver les capitaux nécessaires pour éviter la faillite un État, comme hier la Grèce, aujourd'hui l'Italie ou l'Espagne, alors les capitaux se trouvent parce que c'est nécessaire pour le marché européen, et pour préserver l'euro comme monnaie internationale. Bien entendu ces capitaux sont des prêts aux taux du marché, peut-être en allongeant le remboursement sur quelques décennies, en le faisant retomber de manière de plus en plus pesante sur les générations futures

### PROLÉTAIRES! CAMARADES!

Le capitalisme ne peut être réformé. Il n'existe pas de solidarité entre capitalistes sinon pour défendre des intérêts économiques, politiques et militaires mutuels; il existe encore moins une solidarité entre capitalistes et prolétaires. Quand la bourgeoisie concède quelques miettes sur des conditions de travail et de vie des prolétaires, elle ne le fait que sous la pression de la lutte, ou par crainte que la celle-ci ne prenne une direction résolument anti-bourgeoise. Le visage réformiste de la bourgeoisie cache en réalité son véritable comportement qui

( Suite en page 4 )

*Pour parer en partie aux obstacles à la parution et à la diffusion de nos journaux dus aux diverses interdictions bourgeoises, nous avons publié des suppléments électroniques à notre presse (nous avons cependant réussi malgré le confinement à imprimer et à diffuser, de façon limitée, un n° du Prolétaire). Voici leurs sommaires:*

#### Supplemento Covid-19 a «Il Comunista» N° 1, 21 Marzo 2020

• Covid-19, un'epidemia come pretesto per la borghesia di ogni paese per arroccarsi in una spietata lotta di concorrenza e prepararsi ad una guerra guerreggiata che per teatro avrà il mondo intero

• Notizie

Negozi di Zara di Roma e Milano: i magazzinieri in dieci giorni di lotta vincono! / Alla Peroni di Roma i facchini, etiopi ed eritrei, continuano la lotta dall'autunno scorso / 52 morti: non è il coronavirus, ma la strage di lavoratori che non si ferma mai / Al supermercato le cassiere come in trincea / Le promesse delle autorità... / Infermieri e personale ospedaliero, "eroi" dimenticati

#### Supplemento Covid-19 N°2, Aprile 2020

••• Sulla pandemia da Covid-19. Coronavirus, pandemia e cinismo borghese ••• Nelle Residenze per anziani è strage ••• Crisi del coronavirus. Spagna. La borghesia chiama all'unità nazionale. I proletari pagano il conto ••• Non siamo carne da macello! ••• Francia. Rafforzamento del dispotismo statale, regali ai padroni e aggravamento degli attacchi antiproletari. No allo "stato di emergenza sanitaria"! No all'unità nazionale, no al sostegno dei capitalisti!

••• Italia, lockdown e crisi economica

#### Supplemento Covid-19 a «el Proletario» N° 1, Marzo 2020

••• Covid-19, una epidemia como pretesto para que la burguesía de cada país se enroque en una despiadada lucha de competencia y para prepararse para una guerra sucia y continuada que tendrá como teatro todo el mundo. La sociedad burguesa no está hecha para priorizar la prevención de eventos naturales y la aparición de epidemias o pandemias ••• La España de los héroes y de los balcones ••• Un ejemplo de lucha

#### Supplemento Covid N° 2, Mayo 2020

••• Acerca de la pandemia Covid-19. Coronavirus, pandemia y cinismo burgues ••• Estado de Alarma: ¿Qué debe esperar el proletariado?

#### Supplément Covid-19 N°1 à «le prolétaire», Avril 2020

••• Covid-19, une épidémie qui sert de prétexte à la bourgeoisie de tous les pays pour se lancer dans une guerre concurrentielle et se préparer à une guerre ouverte qui aura pour théâtre le monde entier ••• Les «héros» des balcons ••• NPA: le virus du réformisme ••• Grèves en Italie

# Le Premier mai au temps du coronavirus

( Suite de la page 3 )

consiste à tout faire pour défendre ses intérêts de classe contre ceux de la classe prolétarienne. Les prolétaires doivent se méfier encore plus des capitalistes lorsqu'ils se font passer pour généreux, sympathiques, désireux de négocier pacifiquement, que lorsqu'ils montrent leur vrai visage cynique et brutal.

Les bourgeois, dans la défense de leurs privilèges, de leur position dominante sur la société, expriment naturellement une **haine de classe envers le prolétariat** ; cette haine vient d'une peur sociale transmise par les générations bourgeoises précédentes qui ont vécu les périodes où le prolétariat non seulement s'est révolté contre ses conditions d'existence au travers de luttes dures et longues, mais s'est organisé politiquement pour affronter ouvertement le pouvoir bourgeois dans le but de le renverser et de prendre en tant que classe et sous la direction de son parti de classe le sort de la société toute entière entre ses mains. Octobre 1917 l'enseigne!

La haine bourgeoise envers les prolétaires se constate tous les jours, même si dans les républiques pacifiques, démocratiques et constitutionnelles elle est voilée par le parlementarisme, l'électorisme, la collaboration de classe à laquelle les forces conservatrices de l'opportunisme politique et syndical apportent une contribution indispensable. Les accidents et les morts au travail suffiraient à démontrer que toutes les lois, tous les contrôles, toutes les mesures envisagées pour la protection de la santé et de la vie n'ont jamais été suffisantes pour éliminer ce carnage; si l'on ajoute ensuite la faim, la misère, les guerres, les catastrophes, etc., qui affectent la grande majorité des populations prolétariennes de tous les pays, on ne peut tirer d'autre conclusion que celle-ci : la bourgeoisie aime le capital, le profit, les privilèges et le pouvoir social, économique et politique qui les défend, et déteste tout ce qui la gêne, tout ce qui lui fait obstacle, tout ce qui lutte contre elle.

Les prolétaires ne sont en réalité rien d'autre que des esclaves salariés quand ils ont un travail ou des esclaves abandonnés à leur sort lorsqu'ils sont au chômage. Subissant l'exploitation la plus bestiale, la misère et des conditions d'existence pires que les esclaves de l'antiquité, ils resteront impuissants tant qu'ils confieront leurs revendications et leur défense aux forces syndicales, politiques, religieuses qui ont en réalité

pour rôle de les garder soumis aux besoins du capitalisme – en les trompant avec une démocratie qui devrait idéalement et pratiquement niveler les classes, ou avec la religion, qui reconforte le cœur de chacun par la prière, sans distinction de fortune et de classe.

Aujourd'hui les prolétaires sont encore à la merci des capitalistes. Cependant, ils peuvent devenir une force capable de changer le monde, capable de renverser les lois économiques, politiques et sociales du capitalisme grâce à l'utilisation révolutionnaire de la force sociale qui est inhérente à leur condition de travailleurs salariés. Sans exploitation de leur force de travail, il n'y a pas de capital : le capital suppose l'exploitation du travail salarié. La haine du capitaliste envers le prolétaire est donc une haine de classe, car la seule classe sociale qui peut renverser son pouvoir est la classe du prolétariat.

## PROLÉTAIRES! CAMARADES!

La lutte pour la vie des prolétaires commence inévitablement par leur condition qui leur fait dépendre de leurs salaires – donc des capitalistes qui leur donnent du travail – pour vivre. C'est une lutte qui est d'emblée contre leur condition de salarié, contre les capitalistes qui les exploitent et l'Etat des capitalistes qui les maintient dans la condition de prolétaires au service des capitalistes.

L'histoire des luttes de la classe prolétarienne contre les classes bourgeoises montre qu'en restant dans les limites de la lutte économique, les prolétaires ne pourront jamais changer fondamentalement leur condition de salarié, encore moins le monde. Pour modifier les conditions d'existence des prolétaires, la lutte économique doit être une préparation à la guerre de classe ; elle doit inculquer la solidarité de classe aux prolétaires et pour ce faire elle doit utiliser les méthodes et moyens de lutte classistes, c'est-à-dire les méthodes et moyens qui servent uniquement à **défendre les intérêts de classe du prolétariat**. La lutte économique sert aux prolétaires à s'organiser pour défendre leurs intérêts de classe au sein de la société bourgeoise, mais, pour changer véritablement le monde, elle doit se transformer en lutte politique, en lutte pour le pouvoir politique, en **lutte de classe**.

Les besoins vitaux élémentaires poussent les prolétaires à s'opposer à la pression capitaliste qui les force à vivre dans des conditions d'exploitation

qui les plongent de plus en plus dans la précarité du travail et de la vie. Les prolétaires doivent utiliser cette poussée pour s'organiser en classe sociale, surmontant l'individualisme, l'isolement et, surtout, la concurrence entre eux que les capitalistes nourrissent et entretiennent consciemment. **Le travail salarié repose exclusivement sur la concurrence des travailleurs entre eux**, proclame le « Manifeste du Parti communiste » de Marx-Engels. Depuis lors, la concurrence entre les travailleurs n'a pas diminué ni disparu, mais elle a augmenté de façon spectaculaire, s'étendant à tous les pays du monde. Pour le combattre, les travailleurs n'ont pas d'autre arme que la lutte pour défendre leurs intérêts de classe, c'est-à-dire des intérêts qui dépassent la sphère individuelle, les divisions de catégorie, de nationalité, d'âge, de sexe. C'est dans ce dépassement que se construit la **solidarité de classe** dans laquelle les travailleurs s'unissent dans la lutte contre les intérêts de la classe adverse, de la bourgeoisie, en sachant très bien que celle-ci ne compte pas seulement sur la force de sa domination économique sur la société, mais également sur celle de sa domination politique à travers l'Etat et ses institutions de répression, du pouvoir judiciaire aux forces armées légales et illégales.

Il suffit que les prolétaires ouvrent les yeux sur la réalité la plus générale pour se rendre compte que le capitalisme, la bourgeoisie et les forces de conservation sociale forment un ensemble uni pour défendre le régime d'exploitation de la force de travail sous tous les cieux; il leur suffit de voir comment sont traités les migrants, en pleine mer, dans les camps de concentration ou dans les campagnes, pour voir quel est le sort qui menace les prolétaires autochtones, plus qualifiés et en général mieux payés.

Depuis sa naissance dédiée à la lutte pour la défense des intérêts de classe prolétariens dans la société capitaliste, le Premier mai est une date de lutte, et non de « fête » ; ce n'est pas un but en soi, mais une étape dans une lutte qui avait, et qui devra avoir demain, l'objectif de défier la domination bourgeoise ; ce jour-là les prolétaires de tous les pays unissaient leurs forces dans un événement mondial et unique, parce que unique et mondial était et est le but révolutionnaire du prolétariat: la conquête du pouvoir politique, l'instauration de la dictature du prolétariat sous la direction du parti révolutionnaire de classe, dans le cadre de la révolution prolétarienne internationale. Ces mots, oubliés et ensevelis sous des monceaux d'ordures

démocratiques et collaborationnistes, peuvent sembler antiques, utopiques, illusives, de même que les mots du Manifeste de 1848 et du marxisme en général peuvent sembler antiques et dépassés. Mais c'est la vie même des salariés qui les confirme, c'est la bourgeoisie elle-même qui les confirme précisément à l'occasion de chaque catastrophe soi-disant « naturelle », de chaque crise sociale, économique, politique, sanitaire que la structure même de la société bourgeoise ne réussit pas et ne réussira jamais à résoudre. Deux cents ans de développement capitaliste, avec tous ses formidables progrès techniques, ne pouvaient pas ne pas développer aussi les formes les plus sinistres d'exploitation de la main-d'œuvre prolétarienne comme jamais aucune société précédente n'avait pu le faire. Le maintien au pouvoir de la classe bourgeoise se fait au détriment des intérêts vitaux de l'humanité, comme le démontrent amplement les guerres et les destructions de l'environnement.

Il est temps que le prolétariat reconquière son terrain de lutte classiste, qu'il retrouve confiance en ses propres forces de classe, afin reprendre la voie révolutionnaire, dramatiquement interrompue par la contre-révolution qui a liquidé l'octobre russe et mondial – seul terrain sur lequel il est possible de résoudre les crises économiques et sociales parce qu'il contient les clés de l'avenir de l'humanité.

25 avril 2020

## « Il Comunista »

Nr.164 - giugno 2020

*Nell'interno*

- Dopo la pandemia da coronavirus, niente sarà più come prima?
- Partito di classe e programma comunista
- Stati Uniti: città in rivolta dopo l'uccisione da parte della polizia dell'afroamericano George Floyd a Minneapolis
- Spagna. Alla Nissan 3.000 licenziamenti diretti e altri 13.000 indiretti.
- Lettere al giornale
- Viva lo smart working?
- Al lavoro come in guerra!
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale. Le posizioni fondamentali del comunismo rivoluzionario (10)
- Anche in Sudafrica la borghesia utilizza l'isteria anti-immigranti
- Belgio. Contro le illusioni sullo Stato borghese, per la lotta proletaria!
- Manuel Ellis, un altro nero soffocato dagli agenti di polizia
- Il Primo Maggio al tempo del coronavirus
- Migranti marchiati con una croce

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF; £ 12

## **Belgique** **Contre les illusions sur l'Etat bourgeois, pour la lutte prolétarienne !**

Mercredi 20 mai, à Mons, quelques militants du comité d'«extrême-gauche» «Rupture et renouveau» avaient entrepris une action centrée sur la distribution gratuite de masques avec tracts et drapeaux, mais avant d'avoir pu commencer, ils ont été interpellés par les policiers présents en force (6 combis) avec chien policier. Les conditions des arrestations ont été classiques: cachot, fouilles à poil, etc.; la mère d'un des manifestants qui protestait a été elle aussi embarquée. Les militants ont été condamnés chacun à une amende de 250 euros pour rassemblement illégal.

Cet épisode a provoqué les pleurnicheries des démocrates membres du comité qui ont parlé d'«abus de pouvoir» de la police, trouvé «disproportionnée» cette mobilisation policière et qui, tout en refusant de «dénier le travail de la police», se demandaient si c'était «utile et productif d'utiliser une telle violence» (1).

Mais la violence première n'est-ce pas celle qui consiste à confiner de force des millions de personnes, à interdire les rassemblements, à restreindre au maximum les déplacements (y compris en fermant les frontières)? Il est impossible de faire respecter cet emprisonnement domiciliaire de fait sans le «travail» de la police, sans les amendes qu'elle distribue, sans les «bavures» inévitables qu'elle commet et qui sont en fait des crimes, en un mot sans l'intimidation et la menace qu'elle fait peser en permanence sur les prolétaires et les habitants des quartiers populaires. La répression de l'opération inoffensive de «Rupture et Renouveau» de Mons fait partie de cette intimidation qui s'adresse à tous ceux qui seraient tentés de battre en brèche si peu que ce soit les injonctions du pouvoir bourgeois. Il en va de même de la dispersion par la police d'une manifestation de plusieurs dizaines de sans-papiers pour leur régularisation le 25 avril à Bruxelles.

Sous le capitalisme la domination bourgeoise s'accompagne nécessairement de violence, qu'elle s'exprime sous la forme du «despotisme de fabrique» à l'usine et du despotisme social dans la vie de tous les jours, ou de la violence ouverte de la répression policière et militaire lors des grands affrontements entre les classes. Toute la propagande démocratique et pacifique ne sert qu'à masquer cette réalité et à empêcher que les prolétaires en prennent conscience et en tirent la conclusion qu'il sera indispensable d'opposer la force à la force et la violence à la violence.

Dans presque tous les pays la clas-

se dominante a utilisé à fond le prétexte de la lutte contre la pandémie en cours pour casser les mouvements de lutte des masses opprimées et exploitées et renforcer sa domination. Elle y a indéniablement réussi; mais cette réussite n'est que temporaire. Déjà dans certains pays d'Amérique Latine, comme au Chili, au Venezuela ou en Colombie, les masses exploitées poussées par la faim et la misère, ont bravé le confinement, tandis qu'ailleurs comme au Liban, la levée de celui-ci a vu le retour des manifestations prolétariennes.

Si la situation n'est pas aussi tendue en Belgique (ou dans les autres opulents Etats ouest européens) la colère commence à monter comme c'est le cas dans le secteur de la santé et dans les grandes surfaces. En témoigne aussi la grève «sauvage» déclenchée à la STIB (réseau de bus/trams de l'agglomération bruxelloise) le 11 mai.

Pour se défendre contre les capitalistes et leur Etat les prolétaires ne peuvent pas compter sur l'Etat qui avec ses lois, ses juges et ses policiers, est au service de leurs ennemis de classe; mais ils ne peuvent pas compter non plus sur les grandes organisations syndicales collaborationnistes. Les directions syndicales ont laissé les grévistes de la STIB seuls; en bons «partenaires sociaux» elles sont restées silencieuses sur les accords dits «momentanés Covid» qui accroissent l'exploitation capitaliste: augmentation du nombre d'heures supplémentaires légales jusqu'à 220h pour les secteurs critiques sans repos supplémentaire ni compensation financière, autorisation à employer des réfugiés enregistrés si les patrons leur procurent «un lieu d'accueil» (sans précision sur la qualité du logement); le patronat pourra aussi conclure des CDD (contrat à durée limitée) successifs de façon illimitée (officiellement jusqu'en juin), la possibilité pour les employeurs de mettre en chômage leur personnel, de les remplacer par des étudiants, etc.

La fin de l'«urgence sanitaire» sera la continuation et l'accentuation de l'«urgence économique» au nom de laquelle les prolétaires seront appelés à se sacrifier pour la sauvegarde de l'économie capitalistes.

Les premiers licenciements annoncés dans l'aviation seront sans aucun doute suivis de beaucoup d'autres: le gouvernement qui s'y prépare a déjà suspendu les délais de préavis pour licenciement. Nul doute qu'il fera aussi appel à l'esprit de «responsabilité» des

( Suite en page 6 )

## Espagne: Chez Nissan, 3 000 licenciements directs et 13 000 autres indirects. Ce qui ne ferme pas aujourd'hui, fermera demain

Jeudi dernier 28 mai la société Nissan a finalement annoncé la fermeture de son usine de Barcelone. Après plusieurs mois de rumeurs, d'appels au calme du gouvernement et d'une grève des travailleurs de plus de vingt jours, l'entreprise, qui avait sa principale usine en Espagne dans la zone franche de Barcelone, a annoncé que sa décision est définitive.

À la suite de cette fermeture, les trois mille travailleurs de l'usine seront licenciés et les près de treize mille employés par les sous-traitants qui fabriquaient des composants pour la multinationale suivront bientôt le même chemin. L'entreprise, présente en Espagne depuis les années 80, prend part avec ces licenciements au plan de restructuration de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi. Ce plan prévoit de réorganiser la production d'automobiles dans différentes régions du monde en fonction de critères de vente: là où chaque entreprise est la plus forte, un type correspondant de véhicule sera produit (Nissan en Asie et Amérique du Nord, Renault en Europe et Amérique du Sud, Mitsubishi en Asie du Sud Est). Dans cette répartition, les premiers perdants ont été les travailleurs de Nissan et de ses sociétés sous-traitantes en Espagne, mais il y en aura beaucoup d'autres.

Le plan de réorganisation de la production lancé par le groupe Nissan-Renault est sa réponse à la crise du secteur automobile. Bien qu'elle soit en gestation depuis 2016 (année où les ventes de voitures ont pratiquement

stagné), cette crise s'est aggravée au cours de l'année dernière parallèlement à la crise des bénéficiaires dont souffre le secteur métallurgique dans son ensemble, notamment en Europe, mais aussi en Chine et aux États-Unis, et que seule la crise économique et sociale provoquée par la pandémie de coronavirus a réussi à cacher.

Car ce n'est pas seulement Nissan qui ferme: le même jeudi, la presse a annoncé que la multinationale Alcoa, qui se consacre à la production d'armements et dont la principale usine d'aluminium se trouve en Espagne, fermera également ses portes, laissant mille travailleurs sur le carreau, parmi le personnel embauché ou dépendant directement d'une manière ou d'une autre. Et plus tôt ce mois-ci, Arcerol Mittal a annoncé une ERTE (1) (jusqu'en décembre! Beaucoup plus que ce qui est stipulé par la législation du travail imposée pendant l'état d'alarme) pour 8 000 travailleurs. La crise capitaliste retombe toujours sur le dos des prolétaires et lorsqu'elle éclate, elle balaie tout sur son passage.

Pour continuer avec le secteur automobile, Renault lui-même a déjà annoncé qu'il mettra en œuvre le plan de délocalisation de la production et qu'il ajoutera également une réduction des coûts de production à ce qu'il a appelé « Self-Help ». Cette baisse consiste à favoriser l'automatisation en termes d'ingénierie, à augmenter la production par travailleur, passant de 80 véhicules par opérateur à 91 en deux ans et, enfin, à réduire l'effectif total d'environ 15 000 travailleurs dans le monde. Renault suit donc la même tendance que Nissan ces dernières années: éliminer tous les travailleurs qui ne sont pas strictement nécessaires et accroître la pression sur ceux qui ne sont pas licenciés en augmentant les rythmes de travail.

Une situation similaire se retrouve dans toute l'industrie. Il n'y a pas de cas particulier: les entreprises qui ferment aujourd'hui et licencient tous leurs salariés donnent le ton à celles qui le feront demain. La crise économique est causée par une production excédentaire de biens d'équipement que le marché ne peut absorber; et elle est exacerbée par la rivalité entre les puissances impérialistes qui luttent entre elles pour fournir à leurs entreprises une plus grande part d'un marché saturé. Les entreprises ne peuvent répondre à cette crise qu'en diminuant les charges, en réduisant les coûts, notamment de la main-d'œuvre,

afin de maintenir leurs bénéficiaires dans les limites de ce qu'ils considèrent comme rentable.

Le plan Renault-Nissan en est un exemple très clair: d'abord l'usine de Barcelone, qui était une cible de la multinationale depuis des mois, puis le plan de restructuration de Renault, qu'ils tenteront de faire passer une fois qu'ils auront discipliné les travailleurs des usines par la peur des licenciements. Avec cela, ces entreprises sont à l'avant-garde de la classe bourgeoise: ce sont elles qui contrôlent une bonne partie de la main-d'œuvre dans des régions comme Barcelone ou Valladolid. En imposant leurs mesures aux travailleurs, elles aident d'autres entreprises à imposer les leurs plus facilement. En « restructurant » établissement par établissement, elles empêchent un éventuel mouvement de solidarité ouvrière de se propager, elles divisent chaque territoire, afin d'éviter à tout prix l'unification des luttes ouvrières. En brisant l'énergie de classe des travailleurs de Nissan et leur influence potentielle sur la classe prolétarienne dans la région de Barcelone, elles espèrent vaincre plus facilement le reste des prolétaires.

Face à cette situation, la réponse des grands syndicats automobiles et des différents partis politiques qui se disent *ouvriers* consiste uniquement, ou à accepter la défaite, ou à lancer des proclamations absurdes, apparemment radicales mais impuissantes. Au cours des mois précédant la fermeture de Nissan, les Commissions Ouvrières (CC.OO) comme l'UGT, n'ont eu qu'un seul slogan: l'usine de Barcelone est rentable et le gouvernement doit accorder des facilités à l'entreprise pour qu'elle reste ouverte. La stratégie de ces organisations collaborationnistes, politiques et syndicales est essentiellement d'exiger que les bourgeoisies locales et nationales fassent un effort sous forme d'aide publique, de facilités fiscales, etc. pour maintenir la production. C'est une stratégie axée sur la défense de l'emploi à tout prix, l'acceptation des pertes sur tout le reste, l'acceptation de licenciements pour les catégories inférieures, des ERTE, etc., qui a derrière elle une longue histoire de défaites.

Depuis la reconversion industrielle, quand la « viabilité économique » était exigée pour des régions entières dévastées par les fermetures de grandes entreprises métallurgiques, minières, etc., les organisations syndicales collabora-

### Belgique ...

( Suite de la page 5 )

directions syndicales pour détourner ou stériliser la colère ouvrière. S'ils en doutaient les prolétaires sont avertis: dans la période qui s'ouvre il leur faudra lutter pour défendre leurs conditions de vie et de travail; et ils ne pourront le faire qu'en prenant en mains leurs luttes et en les menant avec des méthodes et des orientations classistes, pour la défense exclusive de leurs intérêts de classe !

28.05.2020

(1) <https://www.laprovince.be/565595/article/2020-05-22/arrestation-polemique-mons-mere-et-fils-temoignent-tous-les-2>

tionnistes ont imposé aux prolétaires toutes sortes de sacrifices pour que les usines restent ouvertes ... jusqu'à ce que le sacrifice final arrive et les licenciements. Argent public, subventions et aides de toutes sortes, heures supplémentaires, baisses de salaires, licenciements ... tout pour maintenir l'industrie locale en vie, pour sécuriser le poste de travail... Comme si les prolétaires se nourrissaient avec le poste de travail, comme si l'industrie locale payait les emprunts. Dans la société capitaliste, les prolétaires, dans le secteur automobile, dans l'hôtellerie, à la campagne ou dans tout autre secteur, ne vivent du salaire qu'ils ne touchent que si leur force de travail est achetée par les employeurs. C'est le salaire, ainsi que les conditions de travail qui l'accompagnent, qu'il faut toujours et de manière intransigeante défendre: un salaire, qu'il y ait ou non du travail.

Les prolétaires de Nissan revendiquent depuis des mois que l'usine ne soit pas fermée. Maintenant, qu'elle est sur le point de fermer, que font les syndicats comme CC.OO. UGT, UTILISATION, etc.? Ils laissent ces prolétaires à la rue, comme l'a fait l'entreprise. Pendant des années, ils ont exigé d'eux la responsabilité, la discipline, des sacrifices pour que l'entreprise soit rentable ... Et maintenant qu'elle ne l'est plus, il n'y a plus de marge de manœuvre pour se battre.

A titre d'exemple de cette politique anti-ouvrière, on voit comment les syndicats Renault se réjouissent que les usines de cette entreprise en Espagne soient rentables ... Alors que l'ensemble du patronat automobile se prépare à une offensive contre les prolétaires qu'elle emploie, CC.OO. et l'UGT affirment dans leurs communiqués que leur bonne pratique syndicale rentabilise le modèle économique de Renault en Espagne. Ils exaltent le particularisme, l'égoïsme, tout petit espoir mesquin comme l'idée que ce qui est arrivé aux travailleurs de Nissan, n'arrivera pas aux travailleurs de Renault.

Mais pour les prolétaires, cette politique n'est que du pain pour aujourd'hui et de la faim pour demain. Les lois économiques d'un système basé sur le profit imposent leurs diktats à toute la bourgeoisie et cela se répercute tôt ou tard sur les prolétaires: baisses de salaires, licenciements, etc. Si les prolétaires renoncent à la lutte, même pour des revendications minimales, ils sont pieds et poings liés face aux patrons.

Peu importe pour la classe prolétarienne si une entreprise est rentable ou non, si elle est économiquement viable ou non. A Barcelone, Nissan recevait constamment des aides publiques, l'État

subventionnait une partie de la production pour la rendre efficace, sans parler des plans de relance de la consommation comme le « Prever », par lesquels les constructeurs sont payés directement une partie du coût de production de chaque voiture. Cela signifie que la bourgeoisie peut payer, peut céder ... elle le fait quotidiennement pour maintenir la production, augmenter les profits. La lutte des prolétaires peut donc la faire reculer, mais seulement si elle est menée avec des moyens et des méthodes classistes, qui tendent à l'unification des prolétaires de tous les secteurs sur la base de la défense exclusive des intérêts prolétariens. Quand les salaires baissent, les cadences de production augmentent, on licencie ... la bourgeoisie invoque l'excuse de la rentabilité, de l'efficacité, une excuse. Mais la vérité est que ce ne sont pas des gravées dans le marbre : les bourgeois peuvent être vaincus ... à condition de **lutter**, si les intérêts prolétariens sont défendus avant toute autre considération, si les moyens et méthodes de lutte des classes sont assumés, si la solidarité s'étend au-delà des limites de l'usine, de la ville ou du pays.

Et si une entreprise ferme, quand, comme c'est le cas, la crise la rend non concurrentielle d'un point de vue économique, c'est la bourgeoisie elle-même, son État capitaliste, qui doit prendre en charge la survie des prolétaires. L'État bourgeois est toujours prêt à défendre les intérêts des capitalistes et leurs profits, et il les défend aux dépens du prolétariat. Le prolétariat ne peut et ne pourra jamais attendre de l'État une véritable défense de ses conditions de vie car les intérêts bourgeois que celui-ci soutient et dont il est l'expression, sont totalement antagonistes de ceux du prolétariat. C'est pourquoi les prolétaires, obligés de travailler pour toucher un salaire, de même qu'ils sont contraints de lutter pour que ce salaire soit suffisant pour vivre, ils doivent se battre pour un salaire lorsque les entreprises les licencient, les jetant à la rue. Si elle se déroule sur le terrain de classe, la lutte des prolétaires ne dépend pas et ne dépendra jamais du montant d'argent accumulé par l'entreprise qui les a licenciés au fil des ans ou de sa décision de continuer à fonctionner avec le soutien de l'État.

Les prolétaires ne doivent pas entrer dans les méandres de la comptabilité bourgeoise, car celle-ci répond à des critères de revenus et de profit capitalistes, et c'est à ces critères que répondent également les organisations syndicales et les politiques de collaboration entre les classes. Les capitalistes et les collaborationnistes sont autant ennemis du prolétariat que la comptabilité bour-

geoise. L'intérêt de classe du prolétariat s'oppose frontalement à tout intérêt directement bourgeois et de conservation sociale; pour défendre les intérêts prolétariens y compris sur le terrain immédiat, comme la lutte contre l'augmentation des taux de travail, pour la réduction drastique de la journée de travail, contre les licenciements et pour un salaire de chômage, les travailleurs doivent rompre le pacte de solidarité avec les employeurs et l'État que les syndicats collaborationnistes ont imposé, chez Nissan, chez Renault et dans toutes les entreprises.

Les conséquences de la crise, la faim, le chômage et la misère, ne peuvent être atténués que par une lutte réelle et quotidienne de la classe prolétarienne, par delà les divisions selon les secteurs, les catégories, le sexe, l'âge, la nationalité et la région; une lutte qui comprend que les patrons et l'État qui les défend sont l'ennemi de classe, contre lequel il faut organiser ses forces de manière indépendante et en dehors de toute collaboration de classes.

Lutter contre les licenciements et contre les impositions de l'entreprise, c'est lutter pour le salaire, c'est lutter pour l'unité des travailleurs contre les patrons et contre les syndicats collaborationnistes!

**Pour la réorganisation indépendante sur le terrain syndical, pour l'extension de la lutte à toutes les entreprises du groupe Nissan-Renault-Mitsubishi dans la perspective d'une extension à l'ensemble du secteur automobile!**

**Pour la réduction drastique de la journée de travail ! Pour la baisse des rythmes de travail!**

**Ou salaire de travail, ou salaire de chômage!**

30/5/2020

(1) ERTE (*Expediente de Regulación Temporal de Empleo*) : Il s'agit d'une procédure autorisant de licencier des travailleurs, de suspendre des contrats de travail ou de réduire temporairement la durée du travail, lorsqu'une entreprise rencontre des difficultés techniques ou organisationnelles menaçant sa survie

#### AVERTISSEMENT AUX LECTEURS

Par manque de place dans ce numéro, nous n'avons pas pu publier toutes les prises de position du parti parues au cours des derniers mois. Elles sont toutefois toujours accessibles sur notre site internet:

[www.pcint.org](http://www.pcint.org)

## Etats-Unis: Révoltes urbaines après le meurtre par la police de Minneapolis de l'Afro-américain George Floyd

( Suite de la page 1 )

avec la police anti-émeute, des incendies ont éclaté à Minneapolis et elle se sont propagés en quelques jours dans des dizaines de villes, de Louisville à Philadelphie, de Los Angeles à Detroit, de New York à Chicago à Denver.

George Floyd, noir Américain de 46 ans, originaire de Houston, vivait à Minneapolis depuis 5 ans ; il travaillait comme agent de sécurité dans un restaurant fermé depuis mars en raison du confinement et il cherchait du travail. Il a eu le malheur d'être arrêté par des policiers blancs, et il y a laissé la vie.

Les 4 policiers impliqués dans l'arrestation et le meurtre de George Floyd ont été licenciés; le maire de Minneapolis s'est exprimé avec des trémolos dans la voix: « *George Floyd mérite justice, sa famille mérite justice, la communauté noire et la ville méritent justice* ». Mais que se serait-il passé s'il n'y avait pas eu de vidéo de la scène? George Floyd aurait été considéré comme un alcoolique et un toxicomane, comme a tenté de le faire passer le Département de police de Minneapolis, avant que cette version soit démentie par la vidéo.

Face aux affrontements, aux saccages, aux incendies par lesquels s'est exprimée une colère accumulée au fil des siècles par la population noire américaine, asservie, discriminée, marginalisée, écrasée, constamment victime de harcèlements et de meurtres, dans le pays qui prétend enseigner au monde la démocratie et civilisation, comment réagit l'actuel président Trump? Il envoie la Garde Nationale dans les villes incendiées par les manifestations, qualifie de criminels les manifestants et annonce que « *lorsque les pillages commencent, les coups de feu commencent* ».

Mais cette colère n'a pas été causée seulement par le nouveau meurtre de sang-froid d'un noir; elle est le fruit des conditions sociales qui, en raison de la pandémie traitée avec superficialité et arrogance par Trump et de son entourage présidentiel, ont aggravé la situation de millions de prolétaires américains. À ce jour, il y a près de 40 millions de chômeurs à la suite de la crise «sanitaire». Les réactions ne pouvaient être que violentes, et la réponse de Trump et de la police ne pouvait être que plus violente encore.

Ce n'est pas le premier noir à être tué par des policiers blancs aux Etats-Unis, et malheureusement ce ne sera pas le dernier. Chaque fois que des afro-amé-

ricains sont tués par des policiers, tous les médias bien pensants et démocrates s'indignent et se répandent en lamentations ; et ils appellent à la paix, à la coexistence pacifique, au respect des droits de tout citoyen américain, qu'il soit noir, blanc, indien, asiatique. Belles paroles qui n'ont jamais fait disparaître le racisme congénital à toutes les classes dominantes et qui, avec la bourgeoisie, a atteint des niveaux inconnus dans les sociétés antérieures.

La bourgeoisie est la classe qui a fusionné idéologiquement le concept de suprématie intellectuelle et civile sur toutes les autres classes sociales, et le privilège « naturel » d'être la classe qui a surmonté les conditions de vie primitives et barbares grâce aux techniques productives, à l'industrie, aux innovations, aux découvertes scientifiques. Mais cette suprématie, ce privilège reposent sur un mode de production – le capitalisme – fondé sur l'esclavage le plus moderne : l'esclavage salarial dans lequel la majorité de la population est contrainte de vendre sa force de travail et son corps afin de survivre. Un esclavage qui traîne derrière lui toutes les formes les plus abjectes des sociétés précédentes, démontrant ainsi que la société capitaliste, sur le plan des rapports entre les êtres humains, est la société la plus déshumanisante et inhumaine de toutes les sociétés de classes.

Le racisme que la bourgeoisie nourrit envers la classe prolétarienne, envers la « race » des salariés, exploités dans le seul but de produire du profit avant d'être jetés à la poubelle quand ils ne sont plus exploitables, n'a pas remplacé le racisme des classes dirigeantes précédentes, la noblesse, le clergé, les seigneurs féodaux ou les propriétaires d'esclaves de l'antiquité ; il s'y est ajouté.

Sous le règne de la propriété privée élevée au plus haut degré de puissance, la classe dirigeante bourgeoise a introduit – grâce au mode de production capitaliste – une autre forme de la propriété privée, beaucoup plus décisive: l'appropriation privée de la production. Cette appropriation privée, qui permet à tout entrepreneur de décider du destin des salariés qu'il emploie même s'il ne possède pas les moyens de production, et même si l'argent pour démarrer la production, ou sa distribution, a été emprunté, est à la base du privilège bourgeois – privilège qui identifie la «race» des entrepreneurs, la «race» des capitalistes qui ont, de fait, un pouvoir de vie et de mort sur le prolétariat et une grande par-

tie de la population. Et puisque chaque bourgeois, en concurrence avec d'autres bourgeois, doit exercer son privilège social en piétinant et en écrasant non seulement les esclaves salariés mais aussi les bourgeois concurrents, il lui est facile d'utiliser les formes d'oppression raciale héritées des sociétés précédentes, ces formes étant pleinement compatibles avec les formes les plus modernes d'oppression capitaliste.

Le racisme contre les Noirs, comme contre les Juifs, contre les Indiens, contre les Latinos ou contre les Asiatiques, vient de loin. Le mode de production capitaliste moderne, qui a révolutionné le monde, a ses racines historiques en Europe, en Italie, en Angleterre, en France, en Allemagne; Peuples blancs qui, avec le développement de la grande industrie, ont colonisé le monde et soumis les peuples de tous les continents. Et aussi longtemps que durera le capitalisme, dureront aussi les mythes de l'individu, du grand chef ou du leader suprême, du capitaliste autodidacte, et continuera le racisme sous toutes ses formes, toujours déterminées par les besoins économiques, politiques, sociaux et culturels de l'époque.

Pour éliminer le racisme, qui a ses racines dans la structure économique et sociale de la société bourgeoise, il est nécessaire d'éliminer le mode de production sur lequel il se développe, en commençant non par la culture et la « conscience », qui ne sont que des reflets de la structure économique et sociale capitaliste, mais par la lutte de classe prolétarienne dans laquelle l'élément décisif est constitué par la condition commune de salariés, quelle que soit sa couleur de peau, sa race ou son pays d'origine. La seule façon de vaincre toute forme de racisme est la lutte contre la classe dominante bourgeoise, quelle que soit sa couleur de peau, sa race ou son pays d'origine, parce qu'elle est la bénéficiaire de toutes les oppressions, de tous les racismes, de tous les esclavages.

Faire appel au respect des droits que la classe dominante ne respecte jamais, qu'elle est toujours prête à fouler aux pieds pour défendre son pouvoir sur tout et sur tous, est une illusion qui, avec le temps, a réduit toujours plus à l'impuissance les réactions aux méfaits bourgeois. Ce n'est pas le droit, mais la force qui compte. La bourgeoisie nous l'enseigne tous les jours. Et ce ne sera que par la force, la force de la lutte de classe prolétarienne, qu'il sera possible de lui faire face, aux Etats-Unis comme dans partout dans le monde, en ouvrant la voie à la **révolution anticapitaliste et anti-bourgeoise**.



## Mort d'un infatigable combattant anti-impérialiste dans les geôles américaines

Le 31 juillet 2019, un prisonnier politique s'est éteint aux Etats-Unis dans une indifférence quasi-générale. La presse bourgeoise, mais aussi une large partie de celle d'« extrême gauche », a gardé le silence.

Ce prisonnier politique était Tom Manning (1948-2019), un ancien militant l'Unité Sam Melville/Jonathan Jackson (du nom de deux activistes antiracistes) dans les années 1970 puis de l'United Freedom Front (UFF) dans les années 1980. Ce groupe, issu de ce que l'on appelait la « Nouvelle Gauche », un ensemble de groupes anarchisants petits bourgeois, a revendiqué de multiples actions armées contre des symboles de l'impérialisme étatsunien et du racisme institutionnel à l'œuvre aux Etats-Unis ou dans l'Afrique du Sud de l'apartheid. L'UFF a également attaqué des installations militaires en solidarité avec les nationalistes portoricains, mais aussi contre des centres de recrutement de l'armée et des installations commerciales. **Après leur arrestation, les militants de l'UFF ont été connu sous le nom des « Ohio Seven ».**

C'est pour cela que Tom Manning a été embastillé pendant trente-quatre ans dans l'enfer du système carcéral du « pays de la liberté ». **Il a osé affronter la bourgeoisie et son Etat.**

**Manning et ses camarades ont subi une véritable vendetta de la « justice » bourgeoise.** Il a été capturé par la police en 1985 après dix ans de clandestinité et un classement sur la liste du FBI des dix personnes les plus recherchées. Il a ensuite été condamné à 58 ans de prison pour les attaques à la bombe, puis à 80 ans supplémentaires pour la mort, en état de légitime défense, d'un soldat en 1981.

En 1989, les « Ohio Seven » ont été poursuivis pour « conspiration séditeuse » en vue de renverser le gouvernement des Etats-Unis. Malgré dix millions de dollars dépensés par le gouvernement fédéral pour obtenir une nouvelle condamnation pour l'exemple, le jury a refusé de les condamner dans une parodie de procès.

**En prison, Manning a subi des violences nombreuses.** Il a été assommé, gazé, enchaîné, placé à l'isolement pendant de très longues périodes. Sa hanche a été fracturée quand il a été jeté sur le sol en béton, les mains menottées et des fers aux pieds. Il a été piétiné par cinq matons. Son genou, ses épaules ont été fracturées... Il a été privé de soins médicaux.

En 2017, il a été victime d'un violent malaise, attribué par le personnel « médical » de la prison à une overdose. Après avoir bataillé pour obtenir une

IRM, il a appris qu'il avait une seconde tumeur au cerveau et par la même occasion qu'on lui avait cachée la première diagnostiquée en 2012, cinq ans plus tôt. Ce type de mauvais traitements avait conduit à la mort son camarade Richard Williams en 2005.

**L'UFF était un exemple typique de l'illusion anarchiste d'inciter les masses à entrer en lutte par la « propagande par le fait ».** Ce « terrorisme excitateur », comme disait Lénine, imagine mettre en mouvement les prolétaires par des coups infligés à la bourgeoisie par des petits groupes déterminés, coups qui ne sont que des égratignures.

**La conception des communistes est tout autre.** La classe ouvrière doit inévitablement avoir recours à la violence de classe, à la lutte armée et au terrorisme révolutionnaire, dans son combat pour l'émancipation. **Mais la révolution ne peut pas être l'assassinat des bourgeois ou la destructions » d'entreprises, de bases militaires les unes après les autres.** On ne peut pas supprimer le capitalisme en liquidant ou en expropriant les capitalistes individuels. Pour cela, il faut briser les rapports sociaux et, au préalable, briser la machine étatique et instaurer la dictature de classe prolétarienne. C'est seulement dans ce cadre que le recours à la violence, lors de l'insurrection et de

la guerre civile, mais aussi dans des escarmouches isolées qui précèdent, est inévitable. Aucune classe n'est arrivée au pouvoir sans violence et ne s'est maintenue sans terreur. **Et l'utilisation de la violence révolutionnaire pour triompher a besoin de la direction d'un parti constitué sur la base du programme communiste pour diriger l'insurrection armée et établir la dictature du prolétariat.**

Cette conception s'oppose à la violence anarchiste ou anarchisante de l'UFF, d'Action Directe ou des Black Blocs. **La « propagande par le fait » ne peut qu'entraîner un gaspillage d'énergies et de vies, la désorganisation des masses, la résignation voire la collaboration avec l'ordre établi, car elle ne se situe pas sur le terrain de la lutte indépendante de classe.**

**Tom Manning n'a jamais été un communiste mais, malgré cela, il fut un combattant courageux contre l'oppression raciste en contre l'impérialisme.** Il ne fut pas, comme beaucoup de révolutionnaires autoproclamés, effrayé par la violence, la lutte armée et le terrorisme. Il a tenu tête pendant plus de trois décennies aux pires traitements que les tribunaux et le système pénitentiaire pouvaient infliger à un prévenu et un détenu.

Nous ne pouvons que respecter son courage et sa droiture face à l'ennemi de classe.

Nous ne pouvons que lui rendre hommage et saluer sa mémoire.

## Gigantesques craquements dans l'économie mondiale

( Suite de la page 1 )

*un arsenal complet de mesures, l'économie de l'UE subira cette année une récession d'une ampleur historique.* Lorsque toutes ces institutions impérialistes s'inquiètent des conséquences socio-économiques douloureuses de la crise, c'est là que les prolétaires doivent vraiment s'alarmer!

### LES PRÉVISIONS DU FMI ET DES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Laissons là ces déclarations que nous n'avons citées que parce qu'elles illustrent les conclusions des experts bourgeois sur l'état de la situation économique du capitalisme mondial, pour regarder de plus près quelles sont leurs prévisions.

Les experts du FMI ont pour mission de fournir des chiffres les plus exacts possibles sur l'économie pour

que les investisseurs, les institutions financières et étatiques, prennent leurs décisions en connaissance de cause; mais comme les estimations et les prévisions du Fonds peuvent avoir d'importantes conséquences négatives, elles sont toujours arrangées de manière « diplomatique ». Dans le cas actuel, faisant montre d'une franchise qu'on ne lui connaissait pas, il a averti que ses prévisions étaient « *extrêmement incertaines* » avant de reconnaître qu'elles étaient déjà dépassées depuis leur parution (1). Nous les reproduisons cependant, telles qu'elles étaient indiquées pour l'année en cours dans les « Perspectives de l'économie mondiale » (avril), car elles donnent malgré tout une idée de l'ampleur de la crise.

Production mondiale (PIB): - 3%. Ce chiffre est celui d'une récession mondiale historique. Voici les prévisions pays par pays.

( Suite en page 10 )

# Gigantesques craquements dans l'économie mondiale

( Suite de la page 9 )

USA: -6,1%; Japon: -5, Allemagne: -7,5%;,5%; France: -7%; Italie: -9,1%; Espagne: -8%; Grande Bretagne: -6,5% (2); Grèce: -10%; Turquie: -5%; Russie: -5,5%; Brésil: -5,2%; Mexique: -6,6%; Argentine: -5,7% ; Afrique du Sud: -5,8%; Nigeria: -3,4%. Le FMI estime que la croissance sera positive, quoi qu'en forte baisse, pour les 2 plus grands pays asiatiques: Chine: +1,2% (3); Inde: +1,9% (4). Pour les pays du Maghreb, le FMI prévoit une baisse de 5,2% en Algérie, de 3,7% au Maroc; et en Tunisie, à laquelle il vient d'accorder un prêt de 745 millions de dollars, une baisse de 4,3% (la plus forte baisse depuis l'indépendance). Par contre l'Egypte serait le seul pays arabe à connaître une croissance de son PIB: +2% (5), alors que l'Arabie Saoudite enregistrerait une baisse de 2,3%. Enfin le commerce mondial des marchandises et des services devrait baisser en volume de 13,9% cette année.

L'OMC est, elle, beaucoup moins précise sur le commerce international; elle estime que le commerce des marchandises pourrait baisser de 13 à 32% selon les hypothèses (et de toute façon plus que lors de la grande récession de 2008-2009 où il avait reculé de 10%), alors que le commerce des services pourrait être encore «plus touché». Selon un rapport du 13/5/20 de la CNUCED («Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement»), le commerce mondial devrait chuter de 27% au deuxième trimestre de cette année, tandis que l'indice moyen du prix des matières premières avait connu une baisse record de 20,4% au mois de mars – cette baisse sans précédent depuis longtemps (18% de baisse au plus fort de la récession de 2008-2009) étant due surtout à l'écroulement des cours du pétrole.

L'OCDE, dans ses «Perspectives Economiques» n° 1/2020 (juin) est plus pessimiste que le FMI, prévoyant une récession mondiale d'au moins 6%, sans précédent en temps de paix depuis un siècle. L'Europe serait particulièrement affectée: s'il n'y a pas de «deuxième vague» de l'épidémie entraînant de nouvelles mesures de restriction de l'activité économique, elle estime que le recul du PIB y serait de plus de 9% (la Grande Bretagne, la France et l'Italie étant particulièrement touchées), alors qu'il ne serait «que» de 7,3% aux USA et de 6% au Japon. Pour la Chine et l'Inde, l'OCDE prévoit, à la différence du FMI,

des reculs du PIB: respectivement de 2,6% et 3,7% dans l'hypothèse la plus favorable.

Nous n'allons pas exposer davantage les prévisions des diverses institutions internationales; les chiffres que nous avons cités suffisent à montrer, indépendamment de leur caractère approximatif, l'ampleur sans précédent depuis très longtemps de la crise économique dans laquelle est entré le capitalisme mondial.

## L'EXPLOSION DU CHÔMAGE

Une des premières conséquences de la crise pour les prolétaires a été la véritable explosion du chômage qu'elle a entraîné dans de nombreux pays. Ce sont notamment des emplois précaires qui ont disparu les premiers, laissant sans ressources les prolétaires concernés. Ce n'est pas seulement le cas en Amérique Latine ou en Inde; dans la riche Allemagne 1,5 millions de prolétaires employés dans des «mini jobs» qui sont payés moins que le salaire minimum, pour une durée de travail allant jusqu'à 48 heures par semaine et qui ne donnent pas droit à des allocations de chômage, ont ainsi perdu leur emploi. Dans la plupart des pays d'Europe des mesures de chômage partiel, en partie financées par l'Etat, ont permis cependant de contenir l'augmentation du chômage pur les salariés disposant d'un CDD – bien que cette augmentation ait pourtant été importante. C'est ainsi qu'en Grande Bretagne, près de 9 millions de salariés et 2,5 millions de travailleurs indépendants, soit plus du quart de la main d'oeuvre, étaient début juin sous ce régime qui leur garantit 80% de leur revenu antérieur; en Allemagne des demandes de chômage partiel ont été déposées pour plus de 10,5 millions de salariés en mars et avril (dernier chiffre connu début juin), alors qu'au plus fort de la crise de 2008-2009 ces mesures n'avaient concerné que 1,5 millions de travailleurs. En France le nombre de demandes atteignait les 12 millions, en Espagne le nombre de travailleurs touchés par ces mesures («ERTE») étaient de 3,5 millions à la fin mai, etc. : en tout près de 40 millions de salariés en Europe se trouvaient sous ce régime. Même si la rémunération prévue et plus ou moins importante, et de toute façon limitée dans le temps, ces mesures rentrent dans le cadre du système d'amortisseurs sociaux qui existe encore, quoi qu'il se réduise au fil du temps.

Par contre aux Etats-Unis où le recours au chômage partiel est à peu près inconnu, le choc est massif, les entreprises ayant licencié rapidement et en masse dès le début de la crise. Au plus fort de la récession de 2008-2009 le nombre des inscriptions hebdomadaires au chômage n'avait jamais dépassé les 750 000, alors que ce nombre frôla les 7 millions lors de la semaine du 21 mars! Plusieurs millions de travailleurs américains s'inscrivent toujours chaque semaine au chômage: au moment où nous écrivons ils sont 44 millions environ à l'avoir fait.

Le taux de chômage pour le mois d'avril a été de 14,7%; mais le rapport officiel reconnaissait lui-même que ce chiffre ne décrivait pas exactement la réalité et que le taux réel pourrait être proche des 20% – un taux qui n'avait été atteint que lors de la grande crise des années trente. Pour le mois de mai le taux de chômage a baissé à 13,3% (chiffre salué par des tweets triomphants de Trump) en raison de la réouverture d'entreprises dans le secteur de l'hôtellerie, des loisirs, de l'éducation, du bâtiment, etc. Si le nombre d'inscriptions hebdomadaires au chômage recule, il était encore supérieur à 1 500 000 début juin. L'inscription au chômage est nécessaire pour toucher des indemnités, mais, en raison de l'engorgement des services administratifs, nombreux sont les chômeurs qui n'ont toujours rien touché; ils plongent dans la pauvreté, incapables de payer leurs loyers ou de nourrir leurs enfants, la fermeture des écoles s'étant traduite par la fin des repas gratuits dans les cantines scolaires.

Au Mexique, selon une enquête de l'INEGI (1/6/20), 12 millions de personnes auraient perdu leur emploi (soit plus de 12% de la population active) essentiellement dans le secteur informel – alors que «seulement» un million de travailleurs du secteur formel auraient été licenciés.

En Chine le taux officiel du chômage était de 6% fin avril; mais l'étude d'une organisation chinoise estimait à la même date que le chômage réel était de 20,5% (soit 70 millions de chômeurs); l'étude a été retirée et la direction de l'organisation punie par les autorités, mais des économistes occidentaux avancent des chiffres du même ordre. Les statistiques officielles ne prennent pas en compte les dizaines de millions de travailleurs migrants licenciés et sans couverture sociale pour 75% d'entre eux (6). En Inde où il n'existe pas de publication régulière du taux de chômage, les mesures de confinement ont entraîné le retour de millions de travailleurs dans leur région d'origine (et plongé de

millions d'autres dans une misère noire); une organisation de Bombay a estimé que les mesures gouvernementales ont fait tripler le taux de chômage pour le porter à 24%.

### LA «GUERRE DU PÉTROLE»

Depuis l'automne 2016 des accords de régulation de la production entre la Russie et l'Arabie Saoudite (chef de file de l'OPEP) avaient permis de faire remonter le cours du pétrole à plus de 60 dollars le baril : adversaires sur de nombreux terrains, de la Syrie à la Libye en passant par le Golfe, ces deux Etats s'entendaient jusque là pour maintenir les prix d'une ressource très importante, voire cruciale, pour eux.

Mais les compagnies pétrolières russes étaient pressées d'augmenter leur production pour financer leurs investissements; et lors d'une réunion avec les représentants de l'OPEP début mars la Russie refusa de continuer les restrictions de production. Aussitôt l'Arabie Saoudite répliqua en augmentant sa production. Dans une situation où la demande de pétrole était déjà en baisse, cette décision d'inonder le marché provoqua rapidement un véritable effondrement des cours de l'or noir, au point où à un moment le prix du pétrole devint négatif pour certains contrats à terme («futures») ! Selon le *Financial Times*, quotidien de la finance londonienne, l'industrie pétrolière affrontait «*sa pire crise depuis cent ans*» (7).

L'action saoudienne ciblait ouvertement la Russie; mais elle visait aussi les Etats-Unis qui sont redevenus le premier producteur mondial de pétrole devant ces deux pays grâce au gaz de schiste; or cette production n'est rentable qu'à un niveau de prix relativement élevé. La chute des prix menaçant de mettre en faillite nombre d'exploitations américaines, les Etats-Unis intervinrent alors directement (y compris en menaçant de retirer leur protection militaire aux Saoudiens), comme «médiateurs» (sic) dans l'affrontement. Finalement au bout de quelques semaines un accord fut conclu pour une réduction historique de la production de pétrole de 10 millions de barils par jour: la Russie avait perdu et l'Arabie Saoudite avait confirmé son rôle de leader sur le marché mondial de pétrole, ayant probablement obtenu que les Etats Unis réduisent eux aussi leur production. Au moment où nous écrivons le prix du baril est remonté largement au dessus de 30 dollars – ce qui représente cependant une baisse de près de 50% par rapport au début de l'année.

Nous nous sommes un peu attachés sur les convulsions du prix du pé-

trole d'abord en raison de son importance pour l'économie mondiale et aussi en raison des conséquences désastreuses que sa chute aura sur les pays producteurs dont c'est une richesse majeure, de l'Algérie à l'Iran, de la Russie au Venezuela, sans oublier les pays du Golfe, qui n'ont pas tardé à renvoyer en masse les travailleurs immigrés qui travaillaient chez eux. Mais également parce que cette guerre du pétrole est une démonstration que la crise économique attise les tensions et les affrontements entre Etats, affrontements qui inévitablement passeront du terrain économique au terrain militaire.

### LES SINISTRES CONSÉQUENCES DE LA CRISE

Une crise de l'ampleur que l'on connaît aujourd'hui ne pourra pas ne pas avoir de graves conséquences sur la situation sociale interne car les capitalistes, comme chaque fois, feront payer aux prolétaires le sauvetage de leur économie; elle en aura d'aussi graves sur la situation internationale et les rapports entre les grandes puissances, ne serait-ce que par l'aggravation de la concurrence économique entre les Etats.

Il ne pourrait en être autrement que si la crise n'était qu'une interruption fortuite et momentanée de la vie économique. C'est la thèse diffusée par les institutions internationales et les administrations nationales pour qui il s'agit d'un choc, violent sans aucun doute, mais «exogène», c'est-à-dire d'un accident ne découlant pas du mécanisme capitaliste lui-même (8). Elles annoncent donc toutes un redémarrage, plus ou moins fort, de l'économie, dès que la pandémie sera terminée et les dommages causés par l'accident réparés.

Les mesures prises pour faire face à la pandémie qui se sont traduites par un fort ralentissement de l'activité économique et l'arrêt de certains secteurs, auraient suffi à elles seules pour déclencher une forte récession; mais en réalité, comme nous l'avons déjà indiqué à plusieurs reprises dans notre presse (9), la crise économique générale était sur le point d'éclater – et elle se manifestait déjà dans certains pays.

En Amérique Latine la CEPAL estimait en novembre 2019 que la période 2016-2020 enregistrerait la plus faible croissance sur le continent depuis 75 ans (principalement à cause de l'ampleur de la crise économique au Venezuela et en Argentine) (10); en Europe 2019 avait été la troisième année de ralentissement économique et la récession était déjà effective en Allemagne et en Italie; en Chine les statistiques officielles, qui peignent toujours

la réalité... en rose, indiquaient cependant que 2019 avait vu la plus faible croissance économique depuis trente ans; aux Etats-Unis eux mêmes, où la drogue de l'argent facile a laissé croire à une croissance robuste, le secteur industriel qui est le véritable moteur de l'économie dans les grands Etats capitalistes, était entré en récession dès la deuxième moitié de 2019. La réponse au coronavirus a fait éclater la bulle, mettant fin au plus long cycle d'expansion économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale; la crise économique qui s'en suit sera d'autant plus longue et profonde qu'elle a été retardée.

D'ailleurs, les responsables gouvernementaux ne croient pas eux-mêmes à une reprise rapide; en font foi les plans de soutien à l'économie qui, tournant le dos à toutes les règles d'orthodoxie budgétaire et d'équilibre budgétaire, sont annoncés pour des mollards d'euros et de dollars empruntés sur les marchés financiers ou par les déficits budgétaires... Ces annonces ont alimenté un rebond des bourses mondiales qui, après des chutes historiques ont connu des hausses tout aussi historiques en dépit de l'état catastrophique de l'économie. Nombreux sont les économistes qui s'inquiètent de ce «découplage» de la finance avec «l'économie réelle»; mais les financiers savent qu'une bonne partie de l'argent qui va être injecté dans l'économie finira dans les marchés financiers, faute de trouver d'investissement rentable ailleurs. Tant que la surproduction qui engorgeait les marchés ne sera pas surmontée par la liquidation des forces productives en surnombre, tous ces milliards ne pourront déboucher sur une reprise réelle.

Les capitalistes le savent bien qui espèrent que ce seront les entreprises des autres qui seront liquidées. Dans la concurrence exacerbée qui se met en place sur le marché mondial, ils font appel au soutien de leurs Etats respectifs. Au lieu de déboucher sur une coopération internationale accrue, voire sur un «cessez-le-feu mondial» comme voulaient l'imposer les pacifistes (au moyen d'une pétition!), une conséquence immédiate de la crise est d'accentuer les antagonismes entre les Etats. La fermeture générale des frontières, les appels omniprésents à la souveraineté économique nationale, l'exacerbation de la concurrence pour trouver ou produire des fournitures médicales, en sont l'expression tout comme l'aggravation de la rivalité entre les Etats-Unis et la Chine et, de manière moins apparente, entre ces derniers et d'autres pays.

( Suite en page 12 )

# Gigantesques craquements dans l'économie mondiale

( Suite de la page 11 )

Cela n'est pas dû aux foudres d'un Trump ou à l'autoritarisme d'un Xi Jinping; il s'agit de la tendance, inévitable, à la confrontation entre les grandes puissances impérialistes qui ne peut qu'être accentuée et accélérée par les crises économiques. Le capitalisme se dirige inexorablement vers un nouveau conflit mondial, qui ne pourrait être empêché ou arrêté que par la révolution prolétarienne internationale.

## GUERRE OU RÉVOLUTION

Il y a 25 ans, dans un texte sur le prétendu «nouvel ordre mondial» que promettait l'impérialisme américain, nous avons fait référence à une étude de spécialistes américains des relations internationales qui, en se basant sur l'analyse des cycles économiques, fixaient à 2020 l'échéance d'un troisième conflit mondial. Cela signifiait que la bourgeoisie américaine estimait que pendant les 25 ans à venir elle pourrait continuer à maintenir sa domination mondiale.

«Admettons donc, écrivions-nous, que cette prévision ait un fondement réel, et que pendant 25 ans encore ni les prolétaires des pays industrialisés, ni les prolétaires de Chine, d'Inde et d'ailleurs n'aient la force de retrouver la voie de la lutte de classe; admettons que le rythme de maturation des conditions objectives et subjectives de la révolution soit aussi lent que cela.

Il reste que les 25 ans à venir seront des années de concurrence croissante sur le marché mondial, d'endettement public exceptionnel, des années de préparation de nouvelles alliances en vue d'affrontements et de pillage des pays plus faibles; des années d'austérité interne, de pression croissante sur toutes les couches de la population, de contrôle toujours plus accentué de toutes les ressources nationales, des années d'interventions armées aux quatre coins du monde (...

La nouvelle répartition du monde (...) sera le résultat en partie du rapport de force entre les puissances économique-financières aussi bien que militaires de chaque grand Etat ou bloc d'Etats, mais elle ne pourra être définitivement établie et sanctionnée que par un conflit mondial» (11).

La crise actuelle rapproche l'échéance d'une guerre mondiale – qui

n'est cependant pas immédiate. Mais si les combats prolétariens n'ont pas manqué, les 25 ans qui se sont écoulés n'ont toujours pas vu le retour du prolétariat sur la voie de la lutte de classe effective. Dans la période qui vient, marquée par le redoublement des attaques capitalistes, il appartiendra aux minorités prolétariennes d'avant-garde de faire tous leurs efforts pour se libérer et libérer le reste des prolétaires de la collaboration de classe qui, au nom de la nation et de la démocratie, paralyse encore le prolétariat.

Il y a cinquante ans, à propos d'une récession aux Etats-Unis, un rapport du parti affirmait : *«La véritable crise qui historiquement se situera entre la deuxième et la troisième guerre mondiale, sera internationale à un degré encore plus élevé que celle qui a eu lieu entre la première et la deuxième guerre; on peut en trouver la preuve dans la collaboration du capitalisme d'Etat russe aux "mesures anticrise" que nous avons soulignée; collaboration qui, culminant dans le remède de l'extension du commerce mondial entre les deux prétendus blocs, démontre par sa seule présentation idéologique, que la future crise authentique de surproduction frappera toutes les monstrueuses machines productives du monde: ce sera la crise de la folie hyperproductive qui unit l'Amérique et la Russie dans la compétition émulative qu'elles vantent toutes deux.*

*Et cette crise mettra le monde à la veille d'une nouvelle guerre générale, si elle ne le met pas à la veille de la révolution»* (12). La condition pour que celle-ci puisse être victorieuse, étant la présence, préparée de longue main, d'un parti organisé sur la base du programme communiste invariant.

Contribuer à la constitution et au développement de ce parti est une tâche que la crise actuelle met et mettra à l'ordre du jour d'une façon plus impérieuse que jamais.

16//6/2020

(1) Lors d'une conférence le 7 mai, les responsables du FMI ont déclaré que la situation économique dans «beaucoup de pays» s'était dégradée depuis la publication de ce rapport le 14 avril.

(2) La Banque d'Angleterre a averti que le pays risquait de connaître sa pire

récession depuis 300 ans (depuis le «grand hiver» de 1709), avec une chute du PIB de 3% en rythme annuel au premier trimestre et de 25% au second, mais qui serait suivie par un rebond aux trimestres suivants, ce qui ramènerait la chute pour l'année 2020 à 14%. cf «An illustrative scenario for the economic outlook. Monetary Policy Report. May 2020»

(3) Pour la première fois le gouvernement chinois n'a pas présenté, à la réunion du parlement à la fin mai, d'objectif chiffré de croissance économique (traditionnellement toujours supérieur à 6%): les prévisions étaient sans aucun doute trop mauvaises...

(4) L'«effondrement économique» dont parlent les économistes locaux en Inde laisse penser qu'il n'y aura pas de croissance cette année, mais une récession d'au moins 5%. Les industriels français de l'armement sont une des victimes de la crise; par exemple Dassault a vu s'envoler un très juteux marché d'une centaine d'avions de combat avec New Delhi. Cf *Capital*, 20/5/20 et Saxo Bank, 18/5/20;

(5) Ce chiffre est particulièrement étonnant, étant donné que certains économistes égyptiens dès avril prévoient une baisse de 3,5% (*Al Monitor*, 15/4/20); il s'explique sans doute par la volonté du FMI de ne pas ridiculiser les prévisions gouvernementales alors que les discussions étaient en cours pour finaliser un prêt de 2,8 milliards de dollars.

(6) *Les Echos*, 15/6/20

(7) *Financial Times*, 24/3/20, cité dans «Vers une dépression économique», *Contretemps*, 12/5/2020.

(8) C'était déjà la thèse avancée lors de la crise de 1974-75, qui a signé la fin des années de forte croissance économique qui ont suivi la deuxième guerre mondiale: la crise aurait été due simplement à la décision contingente de l'OPEP

(9) Voir «Le capitalisme sur un volcan», *Le Prolétaire* n° 535, décembre 2019-janvier 2020.; «Le capitalisme mondial de crise en crise» *Le Prolétaire* n° 527, 530 et 531 (de janvier 2018 à janvier 2019).

(10) cf «Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe», CEPAL (Commission Economique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes), novembre 2019.

(11) «Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale», *Programme Communiste* n° 94 (mai 1995).

(12) «Le cours du capitalisme mondial dans l'expérience historique classique et dans la doctrine de Marx», *Il Programma Comunista* 1957-1958

## Ile Congrès de l'Internationale Communiste

# Thèses sur le mouvement communiste des femmes

### Moscou 1920 (extraits)

*Les thèses sur le Mouvement communiste des femmes dont l'avant-projet fut rédigé par la révolutionnaire allemande Clara Zetkin, ne purent être adoptées au Congrès, en raison sans doute de l'absence de Zetkin; elles ne furent discutées et finalement ratifiées par le Comité Exécutif de la nouvelle Internationale que dans les semaines qui suivirent. C'est peut-être la raison pour laquelle elles n'ont pas été incluses dans les recueils de Thèses et Résolutions de l'Internationale Communiste publiés en France. Nous n'en donnons ici que quelques brefs extraits. Le lecteur peut les trouver dans leur intégrité à : <https://archivesautonomies.org/spip.php?article4293>*

1. Le deuxième congrès de la IIIe Internationale confirme la résolution du premier congrès relative à la nécessité d'éveiller chez les ouvrières la conscience de classe, de les élever dans les principes du communisme, d'en faire des révolutionnaires, des communistes conscientes, résolues, dévouées. Il est absolument indispensable que les femmes prolétariennes prennent une part des plus actives à la lutte pour le renversement du capitalisme et la réalisation du communisme. Il faut assurer à toutes les femmes la plénitude des droits civiques afin que comme mères, éducatrices et agents de production elles puissent développer librement, complètement leur personnalité, reliée par des liens de solidarité avec la société dans son ensemble. Le prolétariat doit arriver à l'unité la plus grande et à la force la plus puissante pour que, dans la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie comme dans la construction de la nouvelle société, il puisse créer les conditions sociales nécessaires à la réalisation de cet objectif pour les femmes.

2. L'histoire ancienne aussi bien que l'histoire contemporaine nous apprennent que la propriété privée est la cause première fondamentale de la domination des hommes sur les femmes. Ce n'est que par l'établissement de la propriété privée et sa légalisation que la femme et l'enfant ont pu devenir, comme l'esclave, la propriété de l'homme. Ce n'est que sur la base de la domination d'un être humain sur d'autres, que fut possible la naissance de la division de classe entre riches et pauvres, entre exploités et exploités. C'est alors aussi que naquit la dépendance de la femme, en tant que mère et épouse, par rapport à l'homme, sa subordination à ce dernier, son statut de paria dans la famille comme dans la société. Cette dépendance s'est même maintenue jusqu'à nos jours dans les mœurs comme dans les préjugés des nations dites civilisées; elle se manifeste dans l'absence ou tout au moins dans

les restrictions apportées par la loi aux droits de la femme; dans la situation d'infériorité de cette dernière par rapport à l'homme dans la famille, l'État et la société; dans le rabaissement et les obstacles à son développement intellectuel; dans la non prise en compte de l'importance sociale de l'activité maternelle. Chez les peuples européens, cette situation a été consolidée et aggravée par le développement des corporations, qui exclurent les femmes de la production sociale et confinèrent rigoureusement leur activité dans la sphère des fonctions domestiques et de la famille.

Pour que les femmes puissent jouir d'une complète égalité sociale avec les hommes, dans les faits et pas seulement dans les pages inertes de froids codes juridiques, pour que les femmes puissent comme les hommes conquérir la possibilité de l'accomplissement sans restrictions et du libre développement de leur personnalité humaine, deux conditions sont nécessaires: Premièrement, la propriété privée doit être abolie et remplacée par la propriété sociale. Deuxièmement, l'activité des femmes doit être intégrée dans la production sociale d'un nouveau régime, libre de toute exploitation et domination. Seule la réalisation de ces deux conditions permettra aux femmes de ne pas devenir économiquement dépendantes des hommes dans la famille en tant qu'épouses et mères; ou de ne pas tomber dans leur emploi, à cause de l'opposition de classe entre exploités et exploités, sous la domination économique et l'exploitation des capitalistes en tant que prolétaires. Seule elle empêchera que des exigences étroites et excessives, que ce soit dans l'accomplissement des tâches familiales et maternelles ou dans le domaine professionnel, provoquent le gaspillage de talents et de capacités et rendent impossible l'intégration harmonieuse des deux sphères d'activité. Seule la réalisation de ces deux conditions garantira que les femmes participent en tant que travailleu-

ses et productrices, avec le plein développement de leurs facultés et de leurs forces, à une communauté de travailleurs et de producteurs dont tous les membres auront les mêmes droits et les mêmes devoirs. Alors l'activité professionnelle et la maternité formeront un tout harmonieux pour une vie complète.

3. Le mouvement féministe bourgeois a démontré son impuissance à obtenir pour l'ensemble des femmes l'égalité complète des droits que réclame leur dignité d'êtres humains. La lutte pour ces revendications a entraîné sans doute un changement fondamental qui ne doit pas être sous-estimé: l'abandon officiel par la société bourgeoise et son État du vieux préjugé sur l'infériorité des femmes, et la reconnaissance de leur égalité sociale et juridique avec les hommes. Cependant, dans la pratique, la réalisation des revendications féministes se réduit presque exclusivement à une réforme du régime capitaliste dans l'intérêt des femmes et filles des classes possédantes, alors que l'immense majorité des prolétaires, des femmes de la classe ouvrière, continuent à être asservies et exploitées et que leur personnalité humaine, leurs droits, leurs intérêts continuent à être foulés aux pieds.

Tant qu'existe le régime capitaliste, le droit de la femme à disposer librement de sa personne et de ses biens signifie l'étape ultime du développement de la propriété et l'accroissement des possibilités d'exploitation des femmes prolétaires par les capitalistes. Le droit à l'instruction et à l'emploi à l'égal des hommes se réduit à l'admission des femmes des classes possédantes aux professions dites supérieures, mettant en application dans ce domaine aussi la loi fondamentale de la concurrence capitaliste illimitée, aggravant le conflit économique aussi bien que social entre les sexes. Même la plus importante des revendications féminines, l'égalité politique complète entre les sexes et en particulier la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité, est absolument insuffisante pour assurer aux femmes n'ayant pas ou peu de propriété, la plénitude de leurs droits et leur entière liberté.

Sous le capitalisme le droit de vote ne sert qu'à consolider la démocratie politique bourgeoise, purement formelle; en aucune façon il ne signifie une réelle, économique démocratie prolétarienne. L'exercice du droit de vote et d'éligibilité général direct, secret, de tous les adultes ne signifie rien d'autre que le degré le plus élevé de la démocratie bourgeoise et constitue la base et le voile du mode le plus perfectionné de la domination de classe des possédants et

( Suite en page 14)

## **Ile Congrès de l'Internationale Communiste**

# **Thèses sur le mouvement communiste des femmes**

### **Moscou 1920 (extraits)**

( Suite de la page 13 )

des exploités. Dans la période actuelle d'impérialisme, de développement social révolutionnaire, cette domination de classe, en dépit du démocratisme de vote, s'accroît de plus en plus et prend la forme de la dictature la plus oppressive, la plus brutale sur les non possédants et les exploités. Ce droit de vote n'abolit pas la propriété privée sur les moyens de production ni le conflit de classe entre bourgeoisie et prolétariat. En outre il ne supprime donc pas pour l'immense majorité des êtres humains les causes de la dépendance économique de la grande majorité des femmes et des hommes par rapport à une minorité – les possédants, femmes et hommes. Il ne fait que masquer cette dépendance et cette exploitation du voile trompeur de l'égalité politique.

C'est pourquoi même l'égalité politique complète ne saurait constituer pour les femmes prolétaires le but ultime de leur mouvement et de leur lutte. Pour elles, le droit de voter et de se présenter aux élections n'est qu'un des moyens parmi beaucoup d'autres de se préparer à oeuvrer et à lutter pour l'instauration d'un ordre social libéré de la domination de la propriété privée sur les êtres humains et donc, après la disparition du conflit de classe entre exploités et exploités, d'une société de producteurs libres, avec des droits et des devoirs égaux.

4. Le communisme est le seul régime social réalisant ces conditions et assurant ainsi à toutes les femmes la liberté complète ainsi que la plénitude de leurs droits. La base du communisme, c'est la propriété sociale des grands moyens de production, de répartition et d'échange. Par l'abolition de la propriété privée sur les moyens de production le communisme supprime la cause de l'asservissement et de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'antagonisme entre le riche et le pauvre, l'exploiteur et l'exploité, le maître et l'esclave ; en réalisant cela il élimine aussi le conflit économique et social entre les hommes et les femmes. Du point de vue social les femmes sont copropriétaires, coadministratrices, co-utilisatrices des moyens de production et de distribution et co-consommatrices des résultats matériels et culturels de leur usage et de leur fonctionnement. A ce titre les femmes dans leur déve-

loppement et leur activité dépendent de leurs liens de solidarité avec la société dans son ensemble. Elles ne dépendent plus à cause de leur sexe d'un homme particulier, ou de la collectivité restreinte de la famille et encore moins d'un capitaliste rapace et d'une classe dominante exploiteuse.

La loi suprême de l'économie communiste est la satisfaction des besoins matériels et culturels de tous les membres de la société selon les potentialités économiques et culturelles les plus avancées du moment. Ce but ne peut être atteint que par l'institution du travail obligatoire pour tous les adultes en bonne santé, sans distinction de sexe. Il ne peut être atteint que dans une organisation sociale qui reconnaît la même valeur de tous les travaux socialement nécessaires ou utiles, qui reconnaît le labeur et les difficultés de la maternité comme une tâche sociale, qui fonde les conditions du développement de ses membres depuis leur naissance sur le libre travail social et l'effort le plus conscient. Le communisme est le seul régime social réalisant ces conditions et assurant ainsi à toutes les femmes la liberté complète ainsi que la plénitude de leurs droits. La base du communisme, c'est la propriété sociale des grands moyens de production, de répartition et d'échange. Par l'abolition de la propriété privée sur les moyens de production le communisme supprime la cause de l'asservissement et de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'antagonisme entre le riche et le pauvre, l'exploiteur et l'exploité, le maître et l'esclave ; en réalisant cela il

élimine aussi le conflit économique et social entre les hommes et les femmes.

Du point de vue social les femmes sont copropriétaires, coadministratrices, co-utilisatrices des moyens de production et de distribution et co-consommatrices des résultats matériels et culturels de leur usage et de leur fonctionnement. A ce titre les femmes dans leur développement et leur activité dépendent de leurs liens de solidarité avec la société dans son ensemble. Elles ne dépendent plus à cause de leur sexe d'un homme particulier, ou de la collectivité restreinte de la famille et encore moins d'un capitaliste rapace et d'une classe dominante exploiteuse.

La loi suprême de l'économie communiste est la satisfaction des besoins matériels et culturels de tous les membres de la société selon les potentialités économiques et culturelles les plus avancées du moment. Ce but ne peut être atteint que par l'institution du travail obligatoire pour tous les adultes en bonne santé, sans distinction de sexe. Il ne peut être atteint que dans une organisation sociale qui reconnaît la même valeur de tous les travaux socialement nécessaires ou utiles, qui reconnaît le labeur et les difficultés de la maternité comme une tâche sociale, qui fonde les conditions du développement de ses membres depuis leur naissance sur le libre travail social et l'effort le plus conscient.

(...)

Femmes prolétaires de tous les pays !

Levez-vous, et en union avec le prolétariat mondial combattez sous les drapeaux de l'Internationale Communiste contre le capitalisme et son illusoire démocratie pour conquérir le pouvoir politique et instaurer la dictature du prolétariat et le régime des soviets. De vous, femmes prolétaires, plus encore que des hommes on peut dire que dans cette lutte, vous n'avez à perdre que vos chaînes et vous avez un monde à conquérir.

## **Panique sexuelle, contrôle social et oppression des femmes**

Depuis de longs mois, l'espace médiatique est submergé par une rhétorique soi-disant féministe autour de « Me Too », de « balance ton porc » puis de multiples scandales sexuels concernant des célébrités.

Au contraire de ce que peuvent laisser croire les médias et les politiciens bourgeois, la principale préoccupation de ces campagnes n'est pas la lutte contre l'oppression des femmes sous le capitalisme. Loin de là !

Nos pourfendeurs du sexisme sont souvent les mêmes qui se font les chan-

nières des « réformes » de l'assurance chômage ou des retraites qui frappent encore plus durement les femmes travailleuses que les autres car ce sont souvent elles qui occupent les emplois les plus précaires et les moins bien rémunérés.

Tout ce battage mené au nom des bons sentiments est totalement étranger au combat de classe, n'en déplaise aux féministes « révolutionnaires » de toutes obédiences.

Il ne remet pas en cause l'oppression des femmes sous le capitalisme.

Au contraire, il sert à détourner l'attention de l'avalanche d'attaques anti-prolétariennes.

### CHASSE AUX SORCIÈRES ET DÉMOCRATIE BLINDÉE

La dénonciation des violences sexuelles et sexistes – bien réelles – s'accompagne d'une véritable chasse aux sorcières. Des noms sont jetés en pâture dans les médias et les accusés sont immédiatement présentés comme des coupables. Finies la présomption d'innocence ou la prescription, finis les investigations ou les procès contradictoires !

De plus, certains des faits reprochés ne sont même pas des infractions : des avances, des allusions suggestives, des messages vulgaires, des plaisanteries, des rapports sexuels consentis sous l'emprise de l'alcool, des expériences sexuelles désagréables... sont assimilés à des crimes comme les agressions sexuelles et les viols, au nom de la théorie de la « culture du viol ».

Cette théorie de la « culture du viol » est profondément réactionnaire : elle édicte un code de bonnes mœurs qui ne peut être qu'une arme aux mains de la bourgeoisie pour renforcer son contrôle social, et en particulier sur les femmes.

L'universitaire féministe étasunienne Laura Kipnis juge que « *Sur les campus, le terme de culture du viol, comme le terme de terrorisme, est devenu la rhétorique de l'urgence. La peur devient la directive, provoquant davantage de peur (...). La guerre échouée exacerbe les peurs, ce qui justifie le renforcement de l'État de sécurité : dépenses énormes, niveaux de bureaucratie supplémentaires, surveillance, restitutions secrètes, justice sommaire* » (1). Nous ne nous lamentons pas sur le **viol** des méthodes démocratiques. Non, nous faisons le constat qu'en prévision des affrontements de classe à venir, l'État démocratique se blinde et fait tomber le masque de la légalité et de l'État de droit.

Ces campagnes servent de prétexte pour accentuer le contrôle social. Elles renforcent les moyens de répression, elles font fi de tous les principes judiciaires actuellement en vigueur avec une présomption de culpabilité. Et nous savons très bien que ces méthodes sapront demain les prolétaires en lutte.

### FÉMINISME CONTRE COMMUNISME

Non seulement les féministes – y compris les « révolutionnaires » – se font les vecteurs du blindage de l'État mais elles divisent aussi les rangs du prolétariat en prônant une union sacrée de toutes les femmes, prolétaires comme bourgeoises.

Pour les féministes, la plus impor-

tante division dans la société est celle entre les hommes et les femmes. Pour les marxistes, c'est celle entre exploités capitalistes et prolétaires exploités. Les communistes reconnaissent et combattent l'oppression des femmes mais ne se feront pas les défenseurs des femmes bourgeoises. Ils défendent les droits des femmes prolétaires et travailleuses.

Le féminisme représente avant tout les préoccupations des femmes de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie qui veulent briser le « plafond de verre » sexiste qui les cantonne à un rôle subalterne et les empêche d'intégrer dans les couches supérieures de la société bourgeoise. Le communisme n'a que faire que les exploités soient des hommes ou des femmes !

Le communisme revendique la réelle libération des femmes par la destruction de l'institution capitaliste de la famille.

### LA RÉVOLUTION RUSSE A BRISÉ L'OPPRESSION LÉGALE DES FEMMES

Pour éradiquer les stéréotypes, les discriminations, les violences et les crimes sexistes et sexuels, il faudra une révolution socialiste qui brise la domination bourgeoise et son organisation sociale qui ne peut que générer ce genre de pratiques. La révolution russe a montré les réalisations que pouvait accomplir un pouvoir prolétarien.

En pleine guerre civile, malgré l'assaut des armées impérialistes qui voulaient étrangler la jeune République des soviets, le pouvoir bolchevik jugea que les droits des femmes étaient une urgence.

Un peu plus d'un mois après la révolution, deux décrets instauraient le mariage civil et autorisaient le divorce à la demande d'un des deux partenaires. On considérait désormais comme mari et femme tout couple qui vivait d'un commun accord en concubinage. L'homme perdait son pouvoir sans limites au sein de la famille, la femme devenait un partenaire égal en droits au sein du couple.

Un Code sur le mariage, la famille et la garde des enfants a été adopté en octobre 1918. Il mettait à bas des siècles de pouvoir patriarcal et clérical en adoptant une nouvelle doctrine basée sur les droits individuels et l'égalité des sexes. En 1922, une brochure de l'Institut d'hygiène sociale de Moscou rappelait le fondement des nouvelles lois : « *La législation soviétique se base sur le principe suivant : Elle déclare la non-ingérence absolue de l'État et de la société dans les affaires sexuelles, tant que cela ne porte atteinte à personne et que les intérêts de personne ne sont lésés.* » (2).

La législation garantissait aussi des droits aux travailleuses, en particulier

autour de la grossesse et de la maternité. Même des historiennes non marxistes le reconnaissent : cela s'explique car pour les bolcheviks « *La préservation de la santé des travailleurs semble avoir été une préoccupation centrale de la recherche sur la protection de la main-d'œuvre pendant cette période* » (3).

Un programme d'assurance maternité de 1918, conçu et défendu par Alexandra Kollontaï, instaurait un congé de maternité de huit semaines à plein salaire, des pauses pour l'allaitement et des salles de repos dans les usines, la gratuité des soins pré- et postnatals et des allocations en espèces. Le Code du travail de 1918 prévoyait une pause rémunérée de 30 minutes toutes les trois heures pour allaiter un nourrisson. Pour leur protection, le travail de nuit et les heures supplémentaires furent interdits aux femmes enceintes et aux mères qui allaitaient. Dans les années 1920 et 1930 on accordait couramment aux travailleuses quelques jours de repos sous forme de congé menstruel.

En 1920 le gouvernement soviétique abolissait les lois contre l'avortement car « *pour préserver la santé des femmes et protéger la race contre des profiteurs ignorants ou intéressés, il a été résolu ce qui suit : L'avortement gratuit, l'interruption de la grossesse par des moyens artificiels, sera pratiqué dans les hôpitaux d'État, où les femmes sont assurées que cette opération sera effectuée avec un maximum de sécurité.* »

### LE POUVOIR BOLCHEVIK A PROMU LA RÉELLE ÉGALITÉ HOMME / FEMME

Pour les communistes russes, la libération des femmes était loin d'être seulement une question légale. C'est pourquoi, dans tous les domaines, il a cherché à briser l'ancien modèle familial qui enfermaient la femme au foyer.

Lénine a été un des principaux défenseurs de cette politique. Devant la IV<sup>e</sup> Conférence des ouvriers sans-parti de la ville de Moscou, en septembre 1919, il aborde le problème de la libération de la femme : « *Pour que la femme soit complètement libérée et réellement l'égal de l'homme, il faut que les travaux domestiques soient transformés en service public et que la femme participe au travail productif général. Alors la femme aura une position égale à celle de l'homme.* ». Détruire l'oppression sexiste passe par la suppression du travail domestique : « *même quand il existe une complète égalité de droits, cette oppression de la femme continue en réalité parce que sur la femme tombe tout le poids du travail domestique, lequel, dans la plupart des cas, est le travail le moins productif, le plus fasti-*

( Suite en page 16 )

## Oppression des femmes ...

( Suite de la page 15 )

dieux, le plus barbare. C'est un travail extrêmement mesquin qui ne peut, pas même dans une petite mesure, contribuer au développement de la femme ».

Le dirigeant bolchevik, dans son article sur « La contribution de la femme à l'édification du socialisme » du 28 juin 1919, précise les termes du problème : « La femme, malgré toutes les lois libératrices, est restée une esclave du foyer, parce qu'elle est opprimée, étouffée, abêtie, humiliée par la mesquine économie domestique qui l'enchaîne à la cuisine et aux enfants et épuise ses forces en un travail improductif, misérable, énervant qui l'hébète et l'accable. La véritable émancipation de la femme, la véritable communisme commencera seulement où et quand commencera la lutte des masses (dirigée par le prolétariat qui détient le pouvoir d'Etat) contre la petite économie domestique ou, mieux, où commencera la transformation en masse de cette économie dans la grande économie socialiste ».

La réponse passe par la socialisation de ce travail domestique : « Nous inquiétons-nous suffisamment des germes de communisme que nous avons déjà dans ce domaine ? Encore une fois non, non et non ! Les restaurants populaires, les crèches et les jardins d'enfants, voilà des exemples de ces germes, les moyens simples, communs, qui n'ont rien de pompeux, de grandiloquent, de solennel, mais qui sont en mesure d'émanciper la femme, qui sont réellement en mesure de diminuer et d'éliminer – étant donné la fonction que la femme a dans la production et dans la vie sociale – son inégalité vis-à-vis de l'homme. Ces moyens ne sont pas nouveaux : ils ont été créés (comme en général toutes les prémices matérielles du socialisme) par le grand capitalisme ; sous le capitalisme cependant, ils ont d'abord été une rareté, ensuite - et c'est particulièrement important - ils sont devenus ou des entreprises commerciales avec tous leurs pires aspects : spéculation, recherche du profit, fraude, falsification, ou "acrobatie de la philanthropie bourgeoise" qui, avec raison, était exécrée et dédaignée par les meilleurs ouvriers ».

Dans le même temps, ont été publiés de nombreux articles de presse, brochures ou livres sur la sexualité. Ils permettaient de nourrir les débats autour des mœurs, de l'amour libre... Comme le dit l'historien russe contemporain Alexandre Rojkov : « L'entremêlement chaotique de différentes pratiques sexuelles, le retour de la question de l'amour libre et la destruction rapide des anciens principes de morale sexuelle permettent de parler de changements explosifs et

dionysiaques. Le rapport aux relations sexuelles a surtout évolué dans la psychologie féminine. Une étudiante des années 1920 reconnaissait avec fierté : "Nos filles savent parfaitement ce qu'elles attendent des gars. Beaucoup d'entre elles s'accouplent avec eux sans 'remords' particulier, suivant leur inclination naturelle" » (4).

Voilà le programme du communisme pour mettre fin à l'oppression des femmes. Il n'a rien de commun avec les lamentations des féministes bourgeoises et petites bourgeoises car il s'inscrit dans un projet d'émancipation de l'humanité toute entière.

### LA LIBÉRATION DE L'ESPÈCE HUMAINE PASSERA PAR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

Pour expliquer ce que sera la révolution morale du communisme, il nous suffit de reprendre un extrait d'un article paru il y a fort longtemps dans notre revue *Programme Communiste* (5) :

Le prolétariat révolutionnaire n'invente pas de nouveaux mythes moraux, ainsi que le faisaient autrefois les classes dominantes, parce qu'il n'a pas à s'opposer à la nature humaine. L'idéal moral du communisme révolutionnaire c'est la libération de l'instinct social ; de cet instinct animal profond, sain et vital qui est à l'origine du prodigieux phénomène de la matière vivante. Tout au long de millénaires ensanglantés, l'instinct social – qui a déterminé les hommes à s'unir, à lutter, à produire en commun, à assurer, avec le minimum de peine, la perpétuation et l'amélioration de l'espèce – a été obscurci et réprimé par l'égoïsme des classes dominantes. La révolution morale du communisme consiste en la destruction de ce qui empoisonne l'existence des hommes : la classe sociale. Le prolétariat ne tend pas seulement à détruire la classe bourgeoise, mais aussi – tout paradoxal que cela puisse paraître – à sa propre destruction en tant que classe distincte. Seule l'abolition des classes peut mettre l'homme sous l'empire de l'instinct social. La vraie liberté pour l'homme consiste à prendre conscience de sa véritable nature. (...)

Le communisme entend réveiller les instincts sociaux qui plongent leurs racines, c'est certain, dans la nature animale de l'homme. (...) Mais il est un fait certain : l'incontinence, le cynisme, les perversions, la tromperie, l'hypocrisie qui rendent répugnante la vie sexuelle de l'homme «civilisé», c'est-à-dire habitué à vivre dans la jungle de la société de classe, sont des déformations psychologiques ignorées des populations primitives.

Avons-nous l'intention de ramener les hommes au niveau de celles-ci ? Non.

Par contre nous demande-t-on si

nous formons le projet d'insuffler, d'une manière révolutionnaire, à l'homme de «l'ère atomique» tant glorifiée, les règles morales qui sont celles des peuples primitifs, sans hésitation nous répondons : oui.

De longs siècles de domination de classe n'ont pas étouffé l'instinct social chez les hommes, l'esprit grégaire qui permet à l'anthropoïde de devenir «l'homme sapiens». A la révolution prolétarienne appartient la tâche historique de libérer entièrement les hommes de l'infection de l'égoïsme. Les hommes du communisme moderne se proposent de produire les moyens de subsistance en utilisant ces «germes de communisme» représentés par la grande industrie capitaliste, et de vivre selon la loi morale du communisme primitif, aurore de l'humanité. Ce n'est pas autrement que l'on pourra dépasser la monstrueuse contradiction qui oppose la société à la nature humaine.

(1) « Le sexe polémique - Quand la paranoïa s'empare des campus américains », Liber Québec, 2020.

(2) Cité dans John Lauritsen et David Thorstad, «The Early Homosexual Rights Movement (1864-1935)», New York, Times Change Press, 1974.

(3) cf Melanie Ilic, «Women Workers in the Soviet Interwar Economy», New York, St. Martin's Press, 1999.

(4) cf *Courrier International*, 2 août 2017

(5) «La dissolution de la morale bourgeoise est l'œuvre du capitalisme», *Programme Communiste* n°13, octobre – décembre 1960. A consulter ou télécharger sur notre site : [www.pcint.org](http://www.pcint.org)

## Proletarian

N° 16 (Spring-Summer 2020)

- United States: George Floyd
- Nature, Function and Tactics of the Revolutionary Party of the Working Class (1945)
- Coronavirus. To the proletarians, to our readers, to our comrades
- Coronavirus: unable to control the outbreak, the bourgeoisie uses it to tighten its social and political control
- On the struggle against pension reform in France
- Finland: Wave of Strikes in the «Happiest Country in the World»
- In Iraq: The youth is protesting, the police shoot to defend the bourgeois order!
- Outbreak of anti-Muslim violence in India.
- In Sudan, interclassism and democratism.
- Peter

One copy: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5



## Le virus du réformisme (suite)

Dans le «supplément Covid au Prolétaire» nous avons dénoncé la propagande profondément réformiste du NPA qui n'a (et n'a jamais eu) aucune perspective révolutionnaire à proposer.

Il n'est pas le seul dans ce cas. Son rival dans le marais du trotskisme électoraliste, Lutte Ouvrière, ainsi que ses courants internes, tous plus révolutionnaires en paroles les uns que les autres, n'ont pas grand-chose d'autre à offrir.

LO pointe du doigt à juste titre la nature criminelle du capitalisme et de sa loi du profit ; mais cela reste à une dénonciation de pure forme dans la mesure où elle ne s'accompagne que de lamentations réformistes. LO reprend en particulier un des mots d'ordre classiques du trotskisme : le «contrôle ouvrier» : «Aux travailleurs d'imposer leur contrôle» affichait en une l'hebdomadaire du 29 avril, qui reprenait en éditorial leur bulletin d'entreprise titrant «Le contrôle ouvrier, une nécessité vitale». Le journal écrit : «il n'y a pas de fatalité à ce que les travailleurs perdent leur salaire, leur emploi, voire leur vie dans cette crise ! Ils ont à se protéger tout à la fois du coronavirus et de la domination patronale». Très bien ! Mais il ajoute aussitôt : «Cette lutte dépend de leur capacité à s'organiser pour imposer le contrôle ouvrier sur les décisions patronales». Ce «contrôle ouvrier» consisterait à «surveiller et vérifier la réalité des mesures prises» et doit «s'imposer» à «l'échelle de l'entreprise et (...) aussi à l'échelle de la société».

Lutter pour imposer un contrôle sur les décisions des patrons ? Pour surveiller s'ils respectent bien les mesures décidées par l'Etat ? Nous n'avons rien d'autre ici qu'une plate perspective de cogestion, sans remise en cause ni du capitalisme ni de l'Etat bourgeois. Dans le conte de fées réformiste de LO, les prolétaires pourraient obtenir un droit de regard sur les modalités de leur exploitation, en espérant sans doute faire fonctionner autrement la loi du profit, consubstantielle à l'économie capitaliste. Mais si les prolétaires doivent entrer en lutte – et ils le doivent ! – ce n'est pas pour «contrôler» les décisions des patrons, mais pour bloquer leurs attaques ou leur arracher des concessions avant d'aller plus loin ; autrement dit la perspective qui doit guider leur mobilisation n'est pas celle d'une entente (même si c'est sous la pression) pour cogérer avec les patrons et leur Etat (dont LO ne parle jamais) les entreprises et la société. C'est celle de l'affrontement de classe qui se mène inexora-

blement jusqu'à la lutte finale débouchant sur le bouleversement révolutionnaire de la société bourgeoise, le renversement de la classe dominante, la destruction de l'Etat bourgeois, la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat nécessaire pour en finir avec le capitalisme. Autant de concepts classiques du marxisme que LO passe soigneusement sous silence...

«Démocratie révolutionnaire», qui regroupe au sein du NPA des descendants de l'ancienne scission de LO des années 1990 («Voix des travailleurs»), tout en dénonçant le réformisme... des autres, exhibe le même réformisme en parlant de la «nécessité du contrôle sur la marche de l'économie» et d'un «plan pour le monde du travail» (1). Elle liste un grand nombre de mesures transitoires : la «réquisition des trusts pharmaceutiques» et des EHPAD, «l'interdiction des licenciements, l'arrêt des contrats précaires, les embauches massives dans les services publics», et le «droit de regard [sic ! N'allons pas trop loin !] sur la finance et surtout le crédit» (2) «un véritable service public de la finance et du crédit sous le contrôle démocratique des salariés et de la population» (perspective ouvertement interclassiste : comme si toutes les classes sociales composant «la population» avaient les mêmes intérêts), etc. Tout cela pour que les travailleurs exercent «le contrôle sur la marche de la société, des entreprises» car c'est «une question de droit démocratique». Crétinisme démocratique au dernier degré : les prolétaires, pardon «le monde du travail, les salariés, les petits artisans et commerçants», doivent espérer contrôler les entreprises capitalistes et la société bourgeoise au nom de la démocratie bourgeoise...

Les «révolutionnaires» du NPA regroupés dans l'«Alternative Révolutionnaire Communiste» (ARC), nous ont même pondu un «programme transitoire écosocialiste». Comme tout bon réformiste, l'ARC tout en prenant bien soin de tresser des lauriers aux marxistes, affirme qu'ils sont dépassés : «Marx, Engels et les bolcheviks n'ont pas (et ne pouvaient pas à leur époque respective) pris la mesure de la crise écologique actuellement en cours, et il semble normal d'actualiser leurs théories à la lumière de ce que nous savons maintenant. Le marxisme et le projet socialiste classique nécessitent donc bel et bien une certaine mise à jour» (3).

Eternelle ritournelle du révisionnisme social-démocrate qui affirme depuis plus d'un siècle que le marxisme doit être

perpétuellement mis à jour pour l'adapter à des situations toujours «nouvelles» et «imprévues» ! Cette prétendue actualisation n'est que la reprise de vieilles foutaises : la «démocratie directe» (bourgeoise), «l'autogestion de l'usine» (dans le cadre du capitalisme) et un «gouvernement des travailleurs/ses» qui est le seul «capable (de) porter jusqu'au bout (des) mesures qui résistent (sic) avec la conscience actuelle de notre classe» (anesthésiée par des décennies de trahison réformiste et bien loin des revendications et des pratiques classistes). De peur de faire fuir les petits bourgeois «écosocialistes», la longue litanie des mesures «transitoires» évite toute position de classe : «développement des services publics», «agriculture agro-écologique», contrôle «démocratique de l'économie» et même des «investissements gérés par les travailleurs/ses», «relocalisation de la production» (4), etc. Plus réformiste tu meurs !

Enfin, le CCR («Courant Communiste Révolutionnaire») du NPA, qui anime le site «révolution permanente», a également présenté aux prolétaires son plan d'urgence (5).

Dans la présentation de ce plan, le CCR indique tout d'abord qu'il est opposé au déconfinement : cela signifie-t-il que ces «révolutionnaires» sont pour la poursuite du quasi-emprisonnement de fait de dizaines de millions de personnes par l'Etat bourgeois, dénonçant seulement la «gestion répressive» de celui-ci ?

Quoi qu'il en soit, leur plan mélange des revendications prolétariennes élémentaires (augmentations salariales, régularisation des sans-papiers, etc.), à des revendications plus que douteuses tirées de l'arsenal réformiste classique du trotskysme : «nationalisation sous contrôle des travailleurs de toutes les branches stratégiques de l'économie», «ouverture des livres de comptes des entreprises qui licencient» (6). A ceux qui se demanderaient pourquoi ces trotskistes laissent en paix les patrons qui ne virent pas leurs salariés (pour l'instant) et ceux des secteurs «non stratégiques», les «mesures d'urgence» nous donnent peut-être la réponse : «Priorité aux petits producteurs, artisans et commerçants, pas aux grands capitalistes». Priorité aux petits patrons même s'ils sont souvent les plus féroces pour exploiter !

Pour les travailleurs, la perspective qui est proposée est de jouir d'un «droit

( Suite en page 18 )

## Le virus du réformisme (suite)

( Suite de la page 17 )

de veto» dans l'entreprise et de «reconvertir eux-mêmes la production». Comme si c'est au niveau de chaque usine que les prolétaires étaient les mieux à même de «reconvertir» la production, alors que c'est seulement au niveau central que cela pourra être possible – et à condition d'avoir au préalable renversé le pouvoir des capitalistes et instauré celui des prolétaires, c'est-à-dire d'avoir fait la révolution !

Ce n'est pas par hasard que nos «communistes révolutionnaires» oublient aussi de préciser cette petite condition quand ils écrivent que «la seule réponse progressiste [sic !] à la crise mais aussi à Macron et son monde serait un gouvernement des travailleurs et des secteurs populaires [qui est-ce ?] issu de la mobilisation révolutionnaire des masses». Ce que serait l'action de ce gouvernement n'est pas dit ; mais on peut le deviner lorsqu'on lit que cette prétendue «mobilisation révolutionnaire» déboucherait sur «une vraie politique démocratique et radicale» impliquant «d'en finir avec les institutions de la V<sup>e</sup> République et de supprimer aussi bien la figure présidentielle que cette chambre réactionnaire qu'est le Sénat pour imposer un Assemblée Unique à laquelle siègeraient des élus révocables à tout moment et rémunérés à la hauteur du salaire moyen» – bref sur une **réforme** constitutionnelle ! Cela signifie que la mobilisation envisagée n'est qu'une mobilisation **électorale** et que l'action gouvernementale se bornerait essentiellement à une rénovation de l'Etat.

Une «vraie politique démocratique et radicale» n'est en aucun cas une alternative souhaitable pour les prolétaires ; c'est au contraire une dangereuse impasse qu'il faut dénoncer et combattre pour se tourner vers une vraie politique **de classe**, donc **anti-démocratique** (démocratie signifiant interclassisme), dont l'objectif n'est pas d'en finir avec telle ou telle institution étatique, telle ou telle constitution bourgeoise, mais avec l'Etat bourgeois et le capitalisme. En conformité avec le rôle néfaste qu'il a joué dans la lutte contre la réforme des retraites en tenant un discours combatif pour mieux ramener les travailleurs à la remorque des directions syndicales, le CCR est malgré ses phrases «radicales», est enlisé jusqu'au cou dans le terrain de la réforme...

En outre, en dehors même de la justice ou non des revendications présen-

tes dans ce genre de «plans» ou de «programme», l'ambiguïté fondamentale est qu'il n'est pas dit à qui ils s'adressent, quelles forces pourraient les mettre en œuvre et avec quels moyens. Dans la situation actuelle où il n'existe pas de mouvement prolétarien capable d'entrer en lutte pour eux, ce silence est significatif : ou ils ne sont que de la poudre aux yeux, ou ils s'adressent en réalité aux forces collaborationnistes, aux syndicats et partis qui s'emploient à maintenir la paralysie du prolétariat. Dans les deux cas ils représentent des **diversions** au retour des prolétaires sur la voie de la lutte de classe.

Les communistes combattent toutes les illusions d'un «contrôle ouvrier» du capitalisme et toute idée que le prolétariat pourrait tranquillement réformer ce dernier. Même si elle peut sembler bien lointaine aujourd'hui, la seule perspective réaliste est la destruction du pouvoir bourgeois et du mode de production capitaliste. Cela ne peut se faire que par la révolution violente et la dictature du prolétariat.

Malgré leurs prétentions orthodoxes et leurs discours de gauche, LO, l'ARC,

le CCR, DR ou A&R sont, au même titre que le NPA, des **obstacles** au combat révolutionnaire du prolétariat.

(1) cf. «Lettre n°142», 17/5/2020 <http://npa-dr.org/images/lettrepdf/dr142-17-05-20.pdf>

(2) cf. «Lettre n°139», 26/4/2020

(3) «Une perspective (éco)socialiste : programme et stratégie», 17 avril 2020. <https://alt-rev.com/2020/04/17/une-perspective-ecosocialiste-programme-et-strategie>

(4) Le «Manifeste du Parti Communiste» écrivait qu'«au grand regret des réactionnaires» la bourgeoisie a enlevé à l'économie sa «base nationale» avec la création du marché mondial. Vieillesse que tout ça ! Avec l'ARC on revient à la production locale...

(5) «12 mesures d'urgence pour que ce ne soit pas aux travailleurs de payer la facture de la crise», 26 avril 2020, sur le site <https://www.revolutionpermanente.fr/>

(6) Citons aussi cette perle : le CCR demande le retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen Orient aussi parce qu'elles sont... un «vecteur important de contamination» !

## Correspondance Algérie

Nous avons reçu il ya déjà quelques temps un texte de jeunes algériens; nous en publions malgré tout de larges extraits, car il a le mérite de critiquer le suivisme des courants d'extrême gauche vis-à-vis orientations majoritaires du mouvement (hirak).

Après son accession au pouvoir à l'issue d'une farce électorale particulièrement grossière, le nouveau président Tebboune, n'a pas réussi à établir un semblant de légitimité autour du nouveau gouvernement. Il n'a pas répondu aux attentes des démocrates qui espéraient plus que quelques gestes d'ouverture pour se rallier au pouvoir. Si plusieurs prisonniers politiques ont été libérés (comme la «trotskyste» Louisa Hannoune qui a sans doute été jugée suffisamment servile), il n'y a pas eu d'amnistie ni de libération générale. Les manifestations du hirak ont continué, jusqu'à ce que l'épidémie du coronavirus touche l'Algérie, obligeant les différents responsables et porte-paroles du mouvement à appeler à leur fin; les autorités en ont profité pour condamner le militant berbère Karim Tabbou, dirigeant de l'UDS (scission du FFS de feu Aït Ahmed) qui devait être libéré après 6 mois de prison, à purger 6 mois supplémentaires. Les démocrates de la CNUAC ont condamné cette condamnation comme une «insulte à l'état de droit» (communiqué du 25/3/20): on se demande dans quel monde vivent ces universitaires, s'ils ne se sont pas encore rendu compte que la justice est au service de l'Etat bourgeois et celui-ci au service du capitalisme? En fait ils le savent parfaitement, mais ils voudraient que l'Etat prenne des gants...Tous ces démocrates (nous n'avons pris la Coordination des Universitaires que comme exemple), même s'ils s'opposent au gouvernement actuel, sont en réalité des défenseurs du capitalisme et des ennemis des prolétaires. C'est **contre** eux et non avec eux que le prolétariat devra retrouver ses armes et son indépendance de classe.

(...) Le peuple voilà bien un concept abstrait que nous ont vendu les intellectuels au service de la classe dominante; le peuple n'est pas homogène, il regroupe plusieurs classes sociales qui coexistent dans des rapports socio-économiques antagoniques, l'hégémonie de

la bourgeoisie émergente sur les prolétaires avec à sa botte des valets pseudo-intellectuels est si persistante qu'ils ont pu mettre l'écart le combat socio-économique des prolétaires, le rendant même sujet tabou dans le hirak.

(...) Du haut de leur militantisme

néophyte, certains énergumènes nantis, crient avec fierté : «Le Hirak est sorti pour des revendications politiques et non sociales ».

Aujourd'hui que le hirak agonise en butant sur ses limites, il est instrumentalisé pour étouffer les luttes sociales, il n'est plus seulement à côté de la plaque, c'est devenu l'outil parfait pour taire les cris assourdissant des prolétaires souffrants. Les luttes sociales explosent, dans un système qui se réorganise, pour s'adapter comme un gant à la composition sociale et asseoir sa domination totalitaire, la classe dominante profite de la diversion du hirak afin de formaliser les derniers codes d'asservissement du prolétariat. Les 8 heures de travail, le congé payé, l'assurance sociale, le week-end, la gratuité de la santé, la gratuité de l'enseignement, la retraite etc., ce sont le fruit de luttes sociales acharnées, souvent payées par le sacrifice de milliers de prolétaires, les revendications politiques en dehors de la révolution prolétarienne, sont vides de contenu.

C'est une opportunité politique pour les carriéristes, les selfistes, les rejets, les faux intellos et les marcheurs dormant pour se faire une place dans le système, ils composent la météorite qui draine derrière elle, une queue de crédules fonçant tout droit dans le trou noir.

(...)

Au début du capitalisme, les mou-

vements des prolétaires portaient en eux une radicalité subversive. La nécessité de l'abolition du capitalisme était une évidence à tous les prolétaires. Aujourd'hui le capitalisme qui se matérialise dans un appareil complexe de domination, a appris à gérer les soulèvements des prolétaires, en effet la bourgeoisie politico-financière et industriello-commerçante, a une conscience de classe et connaît la puissance que peut avoir un prolétariat conscient qui se soulève. C'est pourquoi elle lui véhicule l'idée que, c'est le seul monde possible, que rien ne peut arrêter cette machine capitaliste, que les anticapitalistes, sont des Koufars, des utopistes. Ou utilisent l'échec des pays du capitalisme d'État comme l'Urss, ou l'Algérie de Boumediène pour réfuter les thèses anticapitalistes, ce ne sont que les idées de la classe dominante, on se retrouve alors face à un prolétariat fataliste. (...) Le Capital ne peut maintenir l'assujettissement du prolétariat, qu'en se matérialisant sous le simulacre de concurrence généralisée de tous contre tous, et particulièrement en opposant à chaque fois qu'émerge son ennemi historique - le prolétariat révolutionnaire- différentes oppositions à l'intérieur même du système capitaliste ; lutte entre nations, fascisme et antifascisme, droite et gauche etc., alimente les faux débats qui divisent le prolétariat.

Le Capitalisme laisse donc aux partis de « la gauche du capital » le soin de casser le mouvement des prolétaires émergent, ils le vident de son contenu radicalement subversif et canalisent les antagonismes dans un faux combat, ils sont les instruments de la régulation sociale mais maintiennent - au grand plaisir du système- l'image de révolutionnaire afin d'orienter les masses vers une fausse révolution. «Le capitalisme a cette tendance de transformer le faux en vrai et le vrai en faux » (Marx).

Mais ça serait faux d'admettre que ces mouvements de lutte ne changent rien, la lutte formatrice, désillusionne le prolétariat du changement démocratique, les luttes sociales construisent la conscience de classes, la jonction des deux donnera aux prolétaires la conscience révolutionnaire, qui ébranlera la mascarade de l'opposition et restituera à la doctrine de la révolution prolétarienne son aspect le plus subversif, galvaudé par ceux qui flirtent avec la démocratie bourgeoise . L'émancipation des travailleurs ne peut-être l'oeuvre que des travailleurs eux-mêmes » (Marx).

**À bas la mascarade politique**  
**À bas la propriété privée des**  
**moyens économiques**  
**À bas le capitalisme**  
**Vive l'union des prolétaires**

## Venezuela: Epidémie, perte du travail et faim: une situation toujours plus insupportable pour les prolétaires

Au Venezuela, en dépit du très faible nombre de victimes de Covid-19 officiellement enregistrées (1), le confinement décrété le 13/03, a créé une situation sociale de plus en plus insupportable. Un mois plus tard, des troubles, des émeutes, des pillages ou des tentatives de pillages ont commencé à éclater dans diverses régions du pays et dans des villes et villages comme Socopo, Guanare (où les paysans demandent de l'essence pour transporter leurs produits), Punta de Mata, Cumanacoa, le village minier d'Upata, Ciudad Bolivar et Caripe, laissant un bilan de 33 détenus, 2 blessés et 1 mort: l'appareil de répression de l'État a continué à accomplir son sale boulot.

Le premier pays du continent à imposer un « état d'alerte » pour le coronavirus a été le Venezuela, avant l'Argentine; les modalités de confinement ont été la fermeture totale des écoles, la suppression des vols au départ et à l'arrivée dans le pays ; seules les activités

«essentiels» telles que les supermarchés et les services médicaux restent ouverts ; comme dans de nombreux autres pays, les déplacements pour acheter de la nourriture ou aller chez le médecin sont autorisés.: Le respect de ce protocole varie considérablement d'une ville à l'autre et il dépend des situations dans chacune d'elle. Evidemment dans les villes les plus peuplées, où l'entassement est inévitable, les gens font ce qu'ils peuvent pour maintenir la soi-disant «distanciation sociale» qui est très difficile dans ces conditions. C'est le cas surtout pour les classes prolétariennes dont le dilemme est de rester chez elles, et ne pas avoir à manger, et parfois sans eau courante ni électricité, ou sortir pour gagner sa vie et s'exposer à la pandémie. Bien que le gouvernement Chaviste n'ait pas été aussi irresponsable face à l'épidémie que, par exemple, le gouvernement brésilien de Bolsonaro, ce sont toujours les prolétaires qui souffrent le plus des mesures

prises par les bourgeois; dans certains endroits, c'est la faim qui les menace, ou bien le chômage, que ce soit au Venezuela ou dans les pays frontaliers.

En effet, les victimes du covid-19 sont moins les personnes infectées par le virus, jusqu'à présent bien moins nombreuses qu'en Europe ou aux États-Unis, que les prolétaires confinés et touchés par la terrible absence d'essence : celle-ci a été le premier déclencheur de la hausse des prix des produits de première nécessité. De toute évidence, la tension sociale augmente de jour en jour dans un pays où la richesse minérale regorge, et il ne serait pas étonnant que des révoltes de grande ampleur éclatent dans les semaines qui suivent.

Il est évident que le confinement empêche de travailler de nombreux prolétaires vivant au jour le jour, comme les vendeurs de rue, ainsi que le personnel de restauration et de nombreux autres secteurs de l'économie capitaliste – comme dans de nombreuses régions du monde, en particulier là où le travail informel est plus important que le travail régulier avec protection et avantages sociaux. Mais il y a aussi l'augmentation des prix des produits de première nécessité qui en moins de 15 jours ont doublé, voire triplé (2). À cela s'ajoute

( Suite en page 20 )

# Venezuela: Epidémie, perte du travail et faim: une situation toujours plus insupportable pour les prolétaires

( Suite de la page 19 )

l'absence d'essence dans les stations-service, en plus du doublement du prix du dollar parallèle en quelques semaines, une situation qui entraîne une pression croissante sur le prix des produits et ouvre la porte à la spéculation et au dit «bachaque» (marché noir).

## LES ÉTATS-UNIS À L'AFFÛT

Le blocus des importations de Caracas par voie aérienne, maritime et terrestre et les menaces et sanctions économiques que Washington met en œuvre pour renverser le gouvernement de Maduro contribuent également à la pénurie de médicaments, de produits alimentaires importés et des additifs nécessaires au raffinage du pétrole pour donner de l'essence, ce à quoi il faut ajouter que les quelques raffineries (3) du pays sont paralysées ou fonctionnent très peu. Il était et il est logique que le climat social aboutisse à la violence et aux affrontements de rues comme c'est le cas également dans les pays voisins, la Colombie et le Brésil.

## AVEC LA CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE ET LA RÉCESSION MONDIALE AGGRAVÉE PAR LA PANDÉMIE, LE VENEZUELA DEVIENT UNE BOMBE À RETARDEMENT

Le Venezuela, qui ne vit que de la vente de son pétrole, au milieu d'une récession mondiale déjà bien commencée avant la pandémie, puis accélérée par elle, ne peut s'attendre à rien d'autre que le chaos social et même politique. La réalité pétrolière dans le pays bolivarien est terrible: la production de pétrole brut n'atteint que le quart de ce qu'elle était il y a 10 ans, les coûts d'extraction élevés rendent sa vente non rentable, sans parler de la chute la plus récente et la plus retentissante des prix du pétrole dans le monde (-37 \$!) sans qu'il n'y ait aucune probabilité que cette situation s'améliore sauf à très long terme; il faut rajouter la dette courante envers ses partenaires que sont la Chine et la Russie, qui ne peut évidemment pas être payée, y compris les intérêts, sauf avant dans les nombreuses années, et avec la faible probabilité qu'ils continuent à prêter. La conséquence est que les conditions objectives sont en place pour que le pays explose en mille morceaux.

Au Venezuela, il n'y a pas d'échap-

patoire pour les prolétaires: les malheurs propres aux conditions que leur impose le capitalisme continueront toujours à pleuvoir sur eux! Une seule solution: emprunter la voie de la lutte révolutionnaire et de l'organisation de classe pour faire tomber ce système meurtrier en union avec les prolétaires de tous les pays!

28/4/2020

(1) Il est plus que probable qu'au cours des prochaines semaines, le nombre de victimes du covid-19 augmentera, en grande partie à cause des voisins «peu disciplinés» que sont le Brésil et la Colombie, avec lesquels le Venezuela partage de vastes frontières: car les pays Latino-Américains les plus touchés par la pandémie, et en proportion de leur taille et de leur nombre d'habitants, sont le Brésil, où les cas de contagion et de décès par coronavirus ont augmenté de façon exponentielle (officiellement 59324 cas de contagion confirmés, 27655 guéris et 4057 décès); puis, suivant la même voie d'ignorance que Bolsonaro qui n'a décidé que les mesures de sécurité sanitaire les plus minimales, la Colombie, qui commence à subir la même violence sociale causée par le virus, due en grande partie au manque de protection sociale adéquate. L'AFP écrit que dans ce pays «sans famille ni soutien social suffisant, de nombreuses personnes âgées sont confrontées au dilemme de mourir de faim en confinement ou de tomber malade (à cause du coronavirus)». En date du 25/4 selon wikipedia, la Colombie enregistre 4 881 cas confirmés, 1 003 guéris, 387 hospitalisés et 225 décès, des chiffres qui tendent à augmenter au fil des jours.

(2) Il y a 6 semaines, d'importants secteurs patronaux proches du Chavisme ont rencontré des représentants du gouvernement afin de réguler les prix et assurer l'approvisionnement en produits de consommation courante, mais apparemment les accords n'ont pas été respectés. Comme on le sait, au Venezuela le salaire minimum atteint une somme dérisoire de 3 à 4 dollars par mois (les nécessités de base sont estimés à environ 400 dollars) ce qui est apporté par les caisses Claps (salaire différé que l'État fournit sous la forme d'une petite aide alimentaire) et les subventions pour l'électricité, l'essence et les services urbains sont insuffisantes pour faire face au coût élevé de la vie.

(3) Le Venezuela ne possède que 3 raffineries de pétrole brut, deux d'entre elles (Guaraguao et Paraganá) sont endommagées et une (El Palito) ne raffine que 15

000 barils par jour, ce qui est complètement insuffisant compte tenu de la forte consommation automobile estimée à 300 000 barils par jour; la situation empire lorsque les additifs pour carburants importés ne peuvent être obtenus, car aucune société pétrolière ne se risque à les amener par crainte d'être sanctionnée par les États-Unis.

## A paraître prochainement: El Proletario

Órgano del partido comunista  
internacional

No 20 / Junio de 2020

Precio del ejemplar: Europa: 1,5 €, 3 FS;  
América lat.: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2

## Notre site Internet :

[www.pcint.org](http://www.pcint.org)

## Adresse e-mail :

[leproletaire@pcint.org](mailto:leproletaire@pcint.org)

## Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

## CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07  
**Pour la Suisse :** L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE DEUXIÈME LISTE 2020

Contre le virus de la démocratie, dictature internationale du prolétariat:  
62,50 / Joël: 100 / Lyon: 15,00 / Paris:  
600,00 / Raymond: 150,00 /

**Total liste: 792,50**

**Total général: 2225,50**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

**Versements:** timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**